

MERIE M ERAD À L'ACADÉMIE
DES SCIENCES D'AMÉRIQUE

**Le Président Tebboune lui
adresse ses félicitations**

P. 24

DÉCÈS DU MOUDJAHID OMAR BOUDAOU D

**Le Premier ministre
salue les qualités
du défunt**

P. 24

ANNÉE SCOLAIRE 2019/2020

**Des syndicats saluent
les décisions du Conseil
des ministres**

P. 3

ANNONCÉ PAR DJERAD EN VISITE À ORAN **Le confinement prolongé de 15 jours**

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a annoncé, hier à Oran, la prolongation du confinement sanitaire de 15 jours supplémentaires, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19. M. Djerad a indiqué, lors de son intervention sur les ondes de Radio Oran régionale, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, qu'après consultation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Gouvernement a décidé de prolonger le confinement sanitaire pour une durée supplémentaire de 15 jours à compter du 15 mai en cours. P. 24

APS



COMMERCE

Rezig : "le gouvernement soutiendra les investisseurs sérieux aux produits concurrentiels et de qualité internationale"

P. 4

LOGEMENT

Le logement social, parmi les priorités de l'Etat

P. 4

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

"Pas d'amélioration en dépit des fonds octroyés et des moyens disponibles"

P. 4

SANTÉ

**GLAUCOME
Comment ça se soigne ?**

P. 12-13

FOOTBALL

ITALIE
Le transfert de l'Algérien Farès "conditionné", selon le président de SPAL Ferrara

P. 21



CALLIGRAPHIE ET ENLUMINURE

Concours national virtuel de la calligraphie arabe et l'enluminure

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un élément de soutien aux groupes terroristes arrêté à Sétif

P. 24

LOGEMENT-LOCATION-PANDÉMIE L'AADL proroge d'un mois les délais de paiement des loyers



La filiale de gestion immobilière (GEST IMMO) relevant de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) a annoncé lundi la prolongation d'un mois des délais de paiement des loyers et des charges au profit des propriétaires de logements AADL.

« AADL GEST IMMO informe les propriétaires des logements AADL que les délais de paiement des factures de loyers et des charges ont été prorogés d'un mois supplémentaire », a indiqué l'Agence sur sa page Facebook.

Cette décision vise à réduire préventivement les déplacements des bénéficiaires de logements AADL, en tant que mesure préventive visant à mettre les clients à l'abri de la propagation du nouveau Coronavirus conformément aux décisions et instructions des hautes autorités du pays.

Ainsi, l'AADL a prolongé les délais de paiement des cotisations mensuelles afin d'éviter tout contact physique susceptible de faciliter la propagation de Covid-19.

ETÉ - PRÉPARATIFS Vastes opérations de nettoyage et d'aménagement des forêts urbaines à l'est d'Alger



Des forêts urbaines à l'est de la capitale ont bénéficié de vastes opérations de nettoyage et d'aménagement dans le cadre des préparatifs pour la saison estivale, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction des forêts de la wilaya d'Alger.

De vastes opérations de nettoyage et d'aménagement se poursuivent depuis le début du mois de mai au niveau des forêts urbaines, à l'instar de "Diar el Afia" de Bourouba, "Istanbul" de Bordj el Kiffan, et la forêt "d'Alger plage" de Bordj el Bahri et une autre à El Mohammadia, a affirmé à l'APS la chargée de la communication à la Direction des forêts, Hadjira Boudj.

L'intervenante s'est félicitée du "résultat esthétique" de ces opérations ayant consisté à débroussailler ces espaces forestiers et à y désherber les pistes, passages et bordures de routes, en sus d'éliminer les racines des arbres et des végétaux ligneux, notant que ces forêts sont désormais prêtes à accueillir les campagnes de sensibilisation à l'environnement prévues au titre des programmes tracés par sa Direction, à l'instar de la 5e édition du programme "mon environnement vert". Ces opérations de nettoyage retardées s'inscrivent dans le cadre du programme de lutte contre les incendies de forêts, prévu du 1 juin au 31 octobre 2020, a-t-elle souligné, rappelant qu'il s'agit d'un plan élaboré par la Direction des forêts en collaboration avec les différentes autorités sécuritaires et la Protection civile.

EDUCATION - TRANSPORT Sidi Bel-Abbès : livraison de 20 bus de transport scolaire



Vingt bus de transport scolaire destinés aux élèves des zones éloignées de 18 communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès ont été livrés lundi lors d'une cérémonie présidée par le wali, Mustapha Limani. Les élèves des communes de Talmouni et de Benachiba Chelia bénéficieront de deux bus chacune, vu le nombre de groupes d'habitat secondaires érigés dans les deux communes. Le restant des bus est réparti sur 16 autres communes au profit d'élèves de zones dépourvues de structures éducatives pour les paliers du moyen et secondaire, a précisé la même source.

Cette initiative intervient pour mettre fin à la souffrance des enfants scolarisés qui trouvent de grandes difficultés à poursuivre leurs études après le cycle primaire à cause des longues distances à parcourir pour se rendre à leurs CEM et lycées. La wilaya de Sidi Bel-Abbès avait reçu début de la semaine en cours 20 bus de transport scolaire comme premier lot affecté par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire aux communes éloignées et villages.

ALGÉRIE - PANDÉMIE - SOLIDARITÉ

Les dons des travailleurs de Sonatrach ont atteint 53 mds de centimes

L'opération de don d'une journée de travail des employés du groupe Sonatrach, initiée en partenariat avec la Fédération des travailleurs du secteur, dans le cadre de la solidarité nationale pour la lutte contre la propagation du coronavirus, a permis de collecter près de 53 milliards de centimes, a annoncé mardi le groupe dans un communiqué.

Initiée avec la Fédération Nationale des Travailleurs du Pétrole, du Gaz et de la Chimie (FNTPGC), cette initiative "a connu un grand engouement auprès des collectifs du Groupe. Elle a réussi à collecter près de 53 milliards de centimes", indique le communiqué. Ce montant a été atteint grâce à l'implication volontariste des travailleurs de SONATRACH et de ses différentes filiales, à savoir NAFTAL, ENAGEO, ENGTG, ENGCB, ENTP, ENSP, BJSP, HESP, TTA, AEC, 25P, BAOSEM, CASH, SAFIR, SOMIZ, SOMIK, ENAC, SOTRAZ, COGIZ, G-CCO, ENAFOR, MI-ALGERIA, ALGESCO, SARPI, STH, ASMIDAL, HYPROC et TAL, précise la même source.

"Plus que jamais fidèle à son credo d'entreprise citoyenne, Sonatrach sera toujours présente pour accompagner toutes les actions visant à renforcer la Solidarité Nationale", conclut le groupe.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

6 décès et 4 blessés en 24 heures à travers le territoire national

Six (6) personnes ont péri et quatre (04) autres ont été blessées dans cinq (5) accidents de la circulation survenus sur le territoire national durant les 24 dernières heures, indique lundi un bilan de la Direction générale de la Protection civile.

"Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Mila avec 2 personnes décédées et 3 autres blessées, suite à une collision entre 2 véhicules légers survenue sur la RN N5, commune et daïra de Tadjenante", précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya d'Oum El Bouaghi sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à quatre (04) individus incommodes par le monoxyde de carbone (CO) émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur de leur domicile, sis dans la commune et daïra de Ain El Beida, ajoute la Protection civile. S'agissant des activités liées à la lutte contre le Covid-19, pas moins de 671 opé-

Ooredoo et les Scouts Musulmans Algériens lancent une caravane de solidarité dans les régions Centre, Est et Ouest



Ooredoo se joint aux efforts déployés par les Scouts Musulmans Algériens, pour lancer une caravane de solidarité au profit du personnel soignant ainsi que les familles défavorisées.

Ooredoo soutient les SMA dans cet élan de solidarité en accordant une contribution financière, destinée notamment à cette action de charité durant ce mois de Ramadhan.

Cette opération qui concerne les wilayas d'Alger pour la région Centre, Oran pour la région Ouest et Sétif pour la région Est, se décline en deux actions simultanées. Ainsi, des boxes S'hour contenant des produits alimentaires nécessaires pour un repas complet ont été distribués au personnel soignant des hôpitaux des trois régions citées en sus.

D'autre part, des repas complets ont été distribués aux jeûneurs parmi les passagers, les ouvriers et les nécessiteux.

Ooredoo s'engage également à offrir près de 8000 box au profit des médecins et du personnel soignant qui s'occupent de la prise en charge des patients dans les wilayas citées ci-dessus.

UNIVERSITÉ DE BOUMERDES Conférence virtuelle sur les Objectifs de Développement Durable après la Pandémie

Le Laboratoire de recherche en technologie alimentaire (LRTA) de l'université de Bumerdes et l'Association nationale d'Eco-conception, analyse de cycle de vie et développement durable "Société Savante" Membre Réseau des Clubs UNESCO, proposent un WEBINAIRE (audio conférence) sur la question : « La pandémie de COVID-19 est-elle une occasion pour l'humanité de transformer cette crise en un élan planétaire pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030 ». L'objectif est de débattre des répercussions de la pandémie de Covid-19 sur plusieurs secteurs dont la santé, l'éducation, l'enseignement supérieure, l'industrie, la sécurité alimentaire et l'environnement, et comment lutter contre le nouveau coronavirus, qui aura lieu les journées de 13 et 14 Mai

ANNÉE SCOLAIRE 2019/2020

Des syndicats saluent les décisions du Conseil des ministres

Des partenaires sociaux relevant du secteur de l'Éducation nationale ont salué, lundi, les décisions issues, la veille, du Conseil des ministres relatives à l'organisation de la fin de l'année scolaire en cours et des examens nationaux session 2020, notamment le report du BEM et du BAC, l'annulation de l'examen de fin du cycle primaire et les modalités de passage d'une année à une autre dans les trois paliers d'enseignement.

Présents à un point de presse animé par le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, des syndicalistes se sont félicités, dans une déclaration à l'APS, des décisions du Conseil des ministres, celles principalement liées aux propositions des partenaires sociaux, qualifiant les suggestions de "satisfaisantes et appréciables, car étant le fruit des concertations".

À cet effet, le Secrétaire général (SG) de la Fédération nationale des travailleurs de l'Éducation (FNTE), Ferhat Chabekh a indiqué que son syndicat "est très satisfait de la décision du Conseil des ministres, car prenant en compte globalement l'enseignant, notamment le calcul de la moyenne des premier et deuxième trimestres pour le passage d'une année à une autre". Regrettant le maintien de l'examen du BEM, le syndicaliste s'est toutefois dit convaincu que le président de la République "prendra sûrement en compte les éventuels ajustements à opérer et

qui dépendront de l'évolution de la situation sanitaire en cas de persistance de la pandémie de Covid-19". Le président de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), Sadek Dziri, a, quant à lui, salué les décisions de la réunion du Conseil des ministres relatives aux examens de fin d'année, en particulier les examens nationaux.

"Nous sommes mobilisés pour mener l'année scolaire à bonne fin. Nous sommes capables pour peu que les conditions sanitaires l'autorisent et que le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus soit favorable au retour en classe", a-t-il déclaré. Concernant l'examen du BEM, le syndicaliste a rappelé que "la majorité des partenaires sociaux avait préconisé son annulation", mais la décision finale, a-t-il dit, "est revenue au Conseil des ministres qui a décidé de le maintenir".

Pour ce qui est du Baccalauréat, M. Dziri a affirmé qu'il était "indispensable" que cet examen ait lieu, ajoutant que "le plus impor-



tant est que nous ayons dissipé les inquiétudes des élèves et de leurs parents qui sont désormais rassurés sur le sort de l'année scolaire". Pour sa part, le président de l'Association nationale des parents d'élèves, Khaled Ahmed s'est félicité des décisions prises concernant l'organisation de la fin de l'année scolaire 2019-2020, précisant que « 95 % d'entre elles vont en droite ligne avec les propositions soumises par l'association lors de sa réunion avec le ministère de

tutelle », déplorant toutefois « le maintien de l'examen du BEM » ou, au moins, sa programmation après celui du Baccalauréat, soit à la quatrième semaine du mois de septembre prochain.

De son côté, la présidente de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves (FNAPE), Khair Djamila a insisté sur l'impératif « d'annuler l'organisation de l'examen du BEM, et ce pour l'intérêt de l'élève et pour son état psychologique ».

« Comment peut-on laisser les élèves et leurs parents dans un état d'anxiété tout au long des vacances d'été, dans l'attente de cet examen », s'est-elle interrogée, appelant les parties concernées à prendre en considération toutes les propositions formulées par les associations des parents d'élèves, et ce dans le seul intérêt de l'élève.

Pour le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), la programmation de l'examen du BEM, à la deuxième semaine du mois de septembre, est « une mauvaise décision », les élèves devant passer cet examen « étant jeunes et ne peuvent concevoir une reprise des cours dans une ambiance d'examen, après une interruption qui aura duré des mois ». Saluant les autres décisions prises en Conseil des ministres, le syndicat considère que la programmation de deux examens officiels en septembre, mois qui coïncide avec les rentrées sociale et scolaire « est difficile et compliquée et engendrera certainement des problèmes et des difficultés aux plans matériels, humain et logistique ».

ORGANISATION DE LA FIN D'ANNÉE SCOLAIRE

Les moyennes de passage pour les trois cycles dévoilées

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout a dévoilé lundi les mesures relatives aux moyennes de passage d'un niveau à un autre pour les trois cycles d'éducation, lesquelles consistent en la réduction de la moyenne d'admission à 4,5/10 pour le cycle primaire et à 9/20 pour les cycles moyen et secondaire.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée au siège de son département ministériel, en présence des partenaires sociaux, M. Ouadjaout a précisé que "partant du niveau avancé enregistré en matière d'exécution des programmes d'éducation dispensés aux élèves de trois cycles scolaires dont le taux a dépassé 75% durant les deux trimestres, une série de mesures ont été prises en application de la décision du Conseil des ministres concernant l'organisation de la fin d'année scolaire en cours et des épreuves nationales de la session 2020". Pour le cycle primaire, il s'agit d'un passage d'un niveau à un autre sur la base du calcul de la moyenne du premier et du deuxième trimestre, la baisse de celle d'admission à 4,5/10 et l'annulation de l'examen de fin du cycle primaire, a-t-il indiqué. S'agissant du cycle moyen, le ministre a ajouté que le passage d'un niveau à un autre se fera sur la base de calcul de la moyenne des deux trimestres, 1 et 2, et de la réduction de la moyenne d'admission à 9/20. Le ministre a affirmé, à ce propos, que la situation sanitaire actuelle "ne permet pas l'organisation de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) à son échéance fixée, d'où la décision de son organisation durant la deuxième semaine du mois de septembre prochain, si les circonstances sanitaires le permettent". Plus précis, le ministre a ajouté que les épreuves seront basées sur ce qui a été dispensé en classes comme enseignement, lors du premier et deuxième trimestres de l'année scolaire 2019/2020. Pour ce qui est du cycle de l'enseignement secondaire, le passage d'un niveau à un autre, s'effectuera sur la base du calcul de la moyenne des premier et deuxième trimestres et de la baisse de la moyenne d'admission, à 9/20, pour peu que les épreuves du Bac aient lieu, si les circonstances sanitaires le permettent, au début de la 3e semaine du mois de septembre 2020, en conformité à ce qui

a été dispensé comme enseignement lors du premier et deuxième trimestres. La situation sanitaire prévalant dans le pays, rappelle encore le ministre, "ne permet pas la tenue de l'examen du Baccalauréat à la date fixée". Dans ce cadre, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé que les établissements scolaires ouvriront leurs portes – pour une durée admissible – si les conditions le permettent avant le déroulement du BEM et du Baccalauréat, pour assurer aux élèves une révision et une prise en charge psychologique de manière à les préparer aux deux examens, rappelant que la rentrée scolaire 2020-2021 est prévue début octobre prochain. "Dans tous les cas, nous prendrons en compte les cours non enseignés durant le troisième trimestre, en adoptant la remédiation pédagogique durant la prochaine année scolaire", a-t-il précisé, indiquant que "l'application de ces mesures dans tous les cycles d'enseignement dépendra de l'amélioration de la situation sanitaire dans le pays". M. Ouadjaout a rappelé les concertations et les discussions tenues avec les partenaires sociaux (syndicats et associations des parents d'élèves) fin avril dernier pour que la décision prise concernant l'organisation de la fin de l'année sco-

laire courante et les examens scolaires nationaux "soit consensuelle et approuvée par toutes les parties". Le ministre de l'Éducation nationale "a élaboré, dès le début de la crise, une ébauche comportant toutes les éventualités en cas de prolongation ou de levée du confinement pour trouver des solutions adéquates, notamment en ce qui concerne les examens scolaires", a-t-il rappelé. L'objectif de ces concertations est de "parvenir à des solutions satisfaisantes pour les élèves et les parents et rassurantes pour tous les membres de la famille éducative", a précisé le ministre, faisant prévaloir "l'intérêt du pays et de l'élève ainsi que sa santé et celle des enseignants et de tous les personnels du secteur".

Dans ce contexte, le ministre a qualifié les rencontres avec les partenaires sociaux de "riches et bénéfiques" au vu des visions proposées concernant la mesure à prendre quant aux examens nationaux de fin de cycle en cette conjoncture.

Toutes les propositions formulées ont été présentées lors du Conseil des ministres du 3 mai dernier, au cours duquel, le Président Tebboune avait donné des instructions pour la tenue d'une réunion regroupant les ministres de l'Éducation nationale, de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans le but de présenter une feuille de route conjointe prenant en considération les recommandations et les points de vue des partenaires sociaux, a-t-il ajouté. Le Conseil des ministres avait examiné dimanche la feuille de route conjointe élaborée par la Commission ministérielle tripartite, présidée par le Premier ministre et chargée de proposer les mesures nécessaires pour clôturer l'année scolaire et universitaire 2019-2020.

Le Conseil a approuvé les mesures proposées, à savoir l'annulation de l'examen de fin du cycle primaire, la tenue des épreuves de l'Examen du Brevet d'enseignement moyen durant la deuxième semaine du mois de septembre, la tenue des épreuves de l'Examen du Baccalauréat durant la troisième semaine du mois de septembre, outre le report de la rentrée scolaire et universitaire pour l'année 2020-2021 à début octobre. Le passage d'un niveau à un autre pour les cycles primaire, moyen et secondaire s'effectue sur la base du calcul de la moyenne des premier et deuxième trimestres, et la baisse de la moyenne d'admission.

CONSTITUTION/MOUTURE

ONEC : la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution vise à « insuffler une nouvelle dynamique à la vie publique »

L'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC) a affirmé lundi que la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution que la Présidence de la République distribue depuis jeudi dernier, visait à « insuffler une nouvelle dynamique à la vie publique ». « La mouture tend à insuffler une nouvelle dynamique à la vie publique à travers les débats qui se tiendront en ces circonstances exceptionnelles dans le but de formuler des propositions devant enrichir ce document », précise l'Organisation dans un communiqué.

La Constitution escomptée réalisera, selon l'ONEC, "des équilibres institutionnels contribuant au changement du mode d'action prévalant auparavant", soulignant l'importance de la « protection de l'unité nationale contre les manipulations et les

dérives, en se conformant à l'esprit et aux principes de la Déclaration du 1er novembre 1954 ».

Par ailleurs, l'ONEC a annoncé que son secrétariat général avait tracé un programme pour formuler ses propositions relatives à la révision de la Constitution qui seront présentées au moment opportun, avec l'association du Conseil national et de ses cadres spécialisés.

Pour rappel, Les propositions du Comité d'experts s'articulent autour de six axes, à savoir: "les droits fondamentaux et les libertés publiques", "renforcement de la séparation des pouvoirs et de leur équilibre", "le pouvoir judiciaire", "la cour constitutionnelle", "la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption", et "l'Autorité nationale indépendante des élections".

COMMERCE

Rezig : "le gouvernement soutiendra les investisseurs sérieux aux produits concurrentiels et de qualité internationale"

Le ministre du commerce, Kamel Rezig a affirmé lundi à Alger que le gouvernement soutiendra les investisseurs sérieux qui veillent à assurer un produit concurrentiel, à condition d'adopter les normes de qualité internationales dans la production, soulignant la nécessité de hisser les taux d'intégration locale pour réduire la facture de l'importation, a indiqué un communiqué du ministère.

M. Rezig qui a reçu avec le ministre délégué chargé du commerce extérieur Aïssa Bakkaï, lors de deux rencontres distinctes, les représentants de l'association des producteurs de céramique et d'aluminium et les représentants de l'Association des producteurs algériens de boissons (APAB), dans le cadre des consultations menées par les deux ministres avec les partenaires et les professionnels du secteur, a rappelé la nouvelle stratégie du ministère du commerce relative à l'élaboration d'un fichier national pour chaque produit et chaque opérateur économique, qui est à même de faire connaître le produit national aux niveaux local et international. Lors de sa rencontre avec les représentants des producteurs de céramique et d'aluminium,



M. Rezig a écouté un exposé présenté par les producteurs de ces deux branches sur la réalité de la production et le taux de couverture des besoins du marché intérieur, outre les mesures prises par le gouvernement pour protéger le produit

national, dont le droit supplémentaire de sauvegarde (DAPS).

Le ministre a tenu une deuxième rencontre avec le président de l'APAB, M. Ali Hamani et trois (3) membres de l'association avec lesquels il a exa-

miné certaines difficultés et entraves rencontrées par les opérateurs économiques sur le terrain, à l'instar du surstockage de leurs produits, faute de commercialisation.

Dans ce contexte, M. Rezig s'est engagé à prendre en charge les préoccupations des producteurs pour éviter tout dysfonctionnement pouvant survenir au niveau des marchés, tout en les appelant à assurer l'approvisionnement nécessaires durant les jours restants du mois sacré du ramadhan, l'Aïd El Fitr et la saison estivale, qui est la période de pic quant à la demande sur les boissons. Au terme de la rencontre, le ministre a recommandé le respect strict des mesures préventives notamment lors de l'opération de stockage et de transport des boissons.

RESSOURCES EN EAUX

AEP: la situation ne s'est pas améliorée en dépit des fonds octroyés et des moyens disponibles

Le ministre des Ressources en Eaux, Arezki Baraki, a rappelé, lundi à Boumerdes, que la situation de l'alimentation en eau potable (AEP) dans ladite wilaya "ne s'est pas améliorée" en dépit des fonds octroyés et des moyens dont dispose la wilaya. Après avoir écouté un exposé sur le secteur des Ressources en Eaux dans la wilaya de Boumerdes dans le cadre d'une visite d'inspection de nombre de projets dans ladite wilaya, M. Baraki s'est dit "étonné" des indicateurs négatifs ayant été avancés concernant le secteur dans la wilaya et ce compte tenu des "fonds importants octroyés au secteur et des moyens différents et importants dont elle dispose. "Je ne suis pas du tout satisfait de cette situation", a-t-il déclaré, ajoutant qu'il refusait que 74% seulement de la population de la wilaya aient accès à l'eau potable de manière quotidienne tandis que le reste de la population soit obligé d'attendre jusqu'à 10 jours pour avoir accès à l'eau potable et ce

compte tenu des moyens de la wilaya, à savoir 3 systèmes d'AEP, plus de 170 puits, 9 petits barrages et 14 retenues colinaires". Il a également exprimé son mécontentement quant à cette situation étant donné que la population continue de souffrir au moment où la wilaya produit plus de 260.000 m³/jour d'eau potable et gaspille près de 95.000 m³/jour en raison du raccordement anarchique, du vol, des fuites au niveau du réseau de canalisations et autres. Par ailleurs, le ministre a déploré « ce grand dysfonctionnement » marquant la gestion du secteur, disant qu'il était illogique que l'Etat réserve pas moins de 35 mds DA à cette wilaya pour la réalisation de 87 projets de développement en la matière dont seulement 40 projets en cours de réalisations au moment où 10 communes de la wilaya « enregistrent depuis des années un déficit d'alimentation en cette matière vitale ». Ainsi, le ministre a décidé de dépêcher à partir de la semaine pro-

chaine des cadres de son département à cette wilaya pour procéder à un audit au niveau de cette direction et revoir tous les aspects d'organisation, de gestion et de distribution de projets. Au début de sa visite M. Berraki a inspecté le barrage de Keddara dans la commune de Keddara (ouest de la wilaya), où il a suivi un exposé sur la situation de ce dernier et sur la périphérie irriguée à El Hamiz avant de procéder à la remise des prix aux cinq lauréats du Concours National du Meilleur Projet scientifique en matière de ressources en eau, lancé par le ministère en date du 22 mars à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. Après avoir supervisé une opération symbolique de reboisement au niveau du Barrage de Keddara, la délégation ministérielle s'est enquis des conditions de travail à la station de pompage d'eau potable à Boudouaou avant de visiter une autre station utilisée dans le chef-lieu de la wilaya de Boumerdes.

CNES-COOPÉRATION

Développement humain durable : le CNES signe un protocole d'accord avec le PNUD

Le Conseil national économique et social (CNES) a signé lundi à Alger avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) un protocole d'accord dans l'objectif de renforcer ses capacités dans le domaine de développement humain durable et de la durabilité économique. Paraphé par le président du CNES, Rédda Tir et la représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko, ce document fixe le cadre de coopération entre les deux parties à travers un plan d'action axé sur cinq (5) domaines d'interventions.

Il s'agit de la maîtrise des outils et instruments de mesure du développement humain durable, du renforcement des capacités dans le domaine de la lecture politique et l'ancrage des instruments dans les politiques publiques dédiées au développement humain durable, de l'élaboration du Rapport national du développement humain, des outils et instruments de médiation et de résolution de conflits sociaux ainsi que les écosystème sectoriel et régional de l'entreprenariat.

Le plan d'action permettra ainsi de renforcer les capacités du CNES dans la formulation de recommandations et de précon-

isations en faveur d'un développement durable et inclusif avec un meilleur suivi du développement humain et économique de l'Algérie sous le prisme de la durabilité et de l'équité, selon les explications de M.Tir.

En outre, le CNES devrait, à travers les interventions du PNUD sur les plans opérationnel et financier, s'approprier des outils et des instruments d'aide à la prise de décision et les mettre à la disposition des autorités publiques, ajoute-t-il. Concrètement, les experts du PNUD organiseront des cycles de formations au profit des cadres du CNES pour faciliter l'appropriation des nouveaux concepts introduits au niveau onusien et se doter ainsi des meilleurs pratiques mondiales. Ces connaissances méthodologiques auront des prolongements pratiques à travers des évaluations des systèmes de formations (éducation, formation professionnelle et enseignement supérieur) et de la politique de l'emploi. Des évaluations seront menées aussi pour mesurer l'impact socio-économique de la pandémie de Covid-19 sur certains groupes vulnérables, notamment les effets sur les acquis déjà enregistrés en matière de dévelop-

pement humain. Le CNES bénéficiera également des expériences étrangères du PNUD en matière de lutte contre le coronavirus.

Un système d'information pour prévenir les pandémies

Dans le domaine de la santé, le PNUD assistera le CNES à mettre en place un système de veille informationnelle. Ce système d'information géographique (SIG) sanitaire permettra d'aider à mieux prévenir et gérer les situations épidémiques à venir.

Concernant la résolution des conflits sociaux, des sessions seront organisées par le PNUD pour former des médiateurs/négociateurs qui assureront cette mission dans l'objectif d'apaiser le climat social et favoriser la conciliation lors des litiges économiques et de prévenir des pertes et dommages sur l'économie nationale. Ce protocole d'accord intervient dans le sillage de la réactivation du rôle du CNES en tant qu'institution consultative en charge de l'évaluation des politiques publiques pour les rendre davantage inclusive et sensible à l'équité, a fait remarquer le pre-

LOGEMENT

Le logement social au profit des catégories vulnérables, parmi les priorités de l'Etat

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a affirmé, lundi, que le logement social destiné aux catégories vulnérables demeure parmi "les priorités de l'Etat" et les projets de logement, toutes formules confondues, se poursuivront conformément aux programmes tracés. "Le programme de logement tracé par le Gouvernement englobe la réalisation de toutes les formules de logement, y compris le logement social, de location-vente (AADL), le logement promotionnel aidé (LPA), le logement promotionnel public (LPP), le logement rural et les lotissements sociaux, indique communiqué du ministère. A cet effet, le ministère œuvre à "la réalisation de ce large programme destiné à toutes les franges de la société", ajoute la même source, qui réaffirme que "le logement social destinés aux catégories vulnérables demeure parmi les priorités de l'Etat". Dans ce cadre le ministère souligne sa détermination à mettre en place "des mécanismes appropriés pour raffermir le contrôle" à travers les fichiers disponibles au niveau des départements ministériels afin que les logements sociaux soient attribués à ceux qui y ont droit réel. Quant au logement AADL, le ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville assure dans son communiqué que "l'Etat a mobilisé tous les moyens financiers pour la parachèvement du programme de 560.000 logements dans sa globalité et ne renoncera nullement à ses obligations envers les souscripteurs".

Le Directeur général du logement au ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Anis Bendaoud avait affirmé dimanche lors de l'émission, "L'invité de la rédaction", de la chaîne 3 de la Radio nationale, que le secteur a réalisé 974.000 unités dans le cadre du programme actuel. Concernant les informations relayées par certains médias selon lesquelles "l'Etat renoncera aux formules de logements sociaux et AADL, le ministère a apporté un démenti catégorique soulignant que le programme de logement tracé par le gouvernement englobe la réalisation de toutes les formules de logement sans exception. "Le logement social demeure parmi les priorités de l'Etat et nul n'est habilité au niveau du ministère à introduire un changement dans cette orientation", conclut le communiqué.

mier responsable de cette institution. Il s'inscrit également dans le cadre du rôle du conseil dans l'animation du dialogue social, en associant les acteurs de la société civile (associations, syndicats, opérateurs économiques, experts, universitaires, scientifiques...), note encore le président du CNES, M. Tir a fait savoir, par ailleurs, que le CNES envisage dans le futur proche de signer un autre protocole d'accord avec le Système des Nations unies, dans son ensemble. De son côté, Mme. Aliko s'est félicitée de la signature de ce protocole d'accord "très important" qui permet de "relancer le partenariat historique entre les deux institutions". "C'est un moment historique de relancer cette coopération avec le CNES. Pour nous, c'est une fierté mais aussi un engagement d'appuyer le CNES avec notre expertise globale et l'aider à atteindre le niveau d'efficacité voulu dans sa mission de conseil aux politiques publiques", a-t-elle déclaré. L'Algérie représente pour le PNUD, présent dans le pays depuis 1973, "un partenaire de choix", souligne Mme. Aliko a affirmé le souhait d'"aller plus loin" dans la coopération avec la partie algérienne.

GHARDAÏA Intensification de la culture de la pastèque

La culture de la pastèque ou "melon d'eau" précoce, de la famille des cucurbitacées, s'est intensifiée ces dernières années dans la wilaya de Ghardaïa, à considérer les superficies consacrées à ce fruit dans sa région sud.

Devenue une culture de rente et cultivée principalement pour le marché local et national dans les localités de Hassi-Lefhal, Mansourah et El-Menea, au fort potentiel hydrique minéralisé, cette pastèque de gros calibre sucrée et juteuse se caractérise par sa précocité et son goût gustatif très apprécié par les consommateurs.

Pas moins de 1.510 hectares (1.350 ha pour la pastèque et 160 ha pour le melon) ont été consacrés à la culture de la pastèque au titre de l'année en cours, contre 1.300 ha l'année écoulée, alors que le rendement à l'hectare se situe autour de 60 tonnes, indique un bilan des services agricoles de la wilaya. Rafrâchissante, la pastèque est devenue la reine de la table chez les Ghardaïois en cette période de chaleur dans la région, qui coïncide cette année avec le mois sacré du Ramadhan, ainsi que chez les citoyens d'autres régions du pays.

La culture de ce fruit d'été attire de nombreux planteurs qui voient dans cet investissement une source financière importante, au vu des revenus assez substantiels qu'elle gé-



nère. "La pastèque est perçue comme une filière porteuse, et l'on constate de plus en plus d'agriculteurs qui investissent dans cette culture, certains venant d'autres régions du pays, telles que Ouargla, Mascara, Bouira, Tiaret et Ain-Defla", a fait savoir l'ingénieur en chef à la direction des Services agricoles (DSA), Khaled Djebrit.

La culture de la pastèque à Ghardaïa remonte à 2010 ou pas plus de 100 hectares lui avaient été consacrés, a expliqué M. Djebrit, précisant que la progression de cette culture a été favorisée par les caractéristiques climatiques de la ré-

gion. Le développement de ce fruit dans les zones sud de Ghardaïa est aussi étroitement lié à la présence d'une importante ressource hydrique souterraine, mobilisée par les puits de surface et les forages, ainsi que par un sol chaud assez riche en minéraux, a-t-on souligné à la DSA.

Impulsion d'une dynamique économique dans la région

La culture de la pastèque a impulsé une dynamique économique et sociale dans les localités du sud de la wilaya de Ghardaïa et a généré de l'emploi

pour de nombreux jeunes. A titre d'illustration, des marchands ambulants ont pris d'assaut les rues des différentes localités de Ghardaïa, aucun quartier n'est épargné. Ils essaient, depuis l'apparition de ce fruit, par centaines à

traverser les principaux axes de la ville devenus des lieux d'animation où la pastèque est cédée entre 60 DA et 80 DA le kilogramme.

La pastèque du sud de Ghardaïa, notamment celle de Hassi Lefhal, a acquis une réputation nationale, comme en témoigne les nombreux camions immatriculés dans différentes wilayas du pays venus pour s'approvisionner en pastèques.

La modernisation et le doublement du réseau routier notamment la RN-1 favorisent le déplacement de ces camions pour le transport de ce fruit bien prisé par les consommateurs. Une production totale de plus de 379.100 quintaux (337.500 QX de pastèques et 41.600 QX de melon) est attendue cette année dans les différentes zones agricoles de la wilaya de Ghardaïa, selon les prévisions de la DSA.

BATNA Saisie et destruction de 460kg de viandes impropres à la consommation

Les services de la gendarmerie nationale et de la sûreté de wilaya de Batna ont saisi 460 kg de viandes rouges et blanches impropres à la consommation lors de deux opérations distinctes, a-t-on appris lundi auprès de ces deux corps constitués.

Dans une première opération, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Seriana ont saisi 240kg de viandes rouges lors d'un contrôle sur la route nationale RN75, où un camion a été arrêté et la fouille effectuée a donné lieu à la découverte de viande impropres à la consommation, a-t-on indiqué, précisant qu'il s'agissait de viandes de 11 moutons abattus clandestinement et prêt à être commercialisés. Le constat fait par les gendarmes démontre l'inexistence des conditions d'hygiène pour le transport de ce genre de marchandise, selon les mêmes services. Le conducteur, âgé de 40ans ne possédait pas de certificat vétérinaire, a-t-on fait savoir, indiquant que le contrôle de la saisie par un vétérinaire a relevé que la viande provient d'un abattage clandestin. Dans une autre opération, les éléments de la troisième sûreté urbaine de la ville de Batna ont saisi 120 poulets d'un poids total de 240kg impropres à la consommation à l'intérieur d'un commerce situé au quartier populaire Bouakal dont le propriétaire, âgé de 37ans a été arrêté, selon la cellule d'information et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Les quantités de viandes rouges et blanches saisies ont été détruites au centre d'enfouissement technique de la localité El Biar relevant de la commune d'Oued Chaaba et ce en collaboration avec les services de la direction du commerce, a-t-on ajouté.

OUJDA EL BOUAGHI Réparation, depuis janvier, de plus de 1800 pannes sur les réseaux AEP



Pas moins de 1.843 réparation de pannes signalées sur les réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont été effectuées depuis le début de l'année en cours par les services de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE), a-t-on appris lundi du directeur de cette unité, Abdelaziz Djerbalou.

Une moyenne de 15 interventions par jour est assurée par les 14 brigades techniques de l'Algérienne des eaux mobilisées à travers les différentes communes de la wilaya pour réparer les fuites signalées, a précisé le même responsable à l'APS. Les fuites d'eaux enregistrées sont dues à la détérioration des anciennes canalisations principales et secondaires d'AEP, a-t-il dit, faisant part de pannes causées par les entreprises de réalisation notamment lors des opérations de creusement. Les travaux de rénovation des réseaux de distribution d'eau potable sont en cours actuellement assurés par la direction locale des ressources en eau, dans plusieurs communes de la wilaya, a ajouté le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de ces opérations dans l'élimination de s pannes sous toutes leurs formes et l'amélioration de la qualité de service.

APS

ILLIZI/COVID-19 Mise en service d'un second bureau de poste mobile

Les services d'Algérie-Poste dans la wilaya d'Illizi ont mis en service un second bureau de poste mobile à la disposition de ses clients, dans le cadre des mesures préventives et de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du secteur de la Poste et des Télécommunications. Mis en service en début de semaine, le bureau mobile, un bus équipé et doté de moyens techniques, a été mobilisé en cette conjoncture exceptionnelle pour renforcer les mesures de prévention contre le Covid-19, atténuer la pression sur les bureaux de poste, li-



miter les déplacements des clients et assurer la distanciation sociale, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Djallal Belfar.

Ce bureau mobile a été stationné au niveau de la place "Amoud" à Illizi pour se rapprocher des clients, leur fournir les diverses prestations

postales et leur faciliter l'accès aux services postaux dans des conditions sécurisées et saines.

Un premier bureau de poste mobile avait été mobilisé au mois d'avril dernier pour offrir les prestations postales aux citoyens, notamment les personnels des structures hospitalières, les éléments de la Sûreté nationale et de la protection civile, aux premières lignes de la lutte contre la pandémie. Cette mesure intervient en application des mesures de prévention instaurées par le ministère de tutelle pour assurer la continuité du service public et préserver la santé publique.

CONSTANTINE Lancement de la fabrication de 10000 bavettes de protection multi-usages

Deux centres de la formation professionnelle de la wilaya de Constantine ont lancé une initiative de fabrication de 10.000 bavettes de protection multi-usages dans le cadre des efforts de prévention du nouveau coronavirus, a-t-on appris lundi de la directrice du secteur, Rahima Zenati.

La fabrication de cette quantité "importante" de bavettes multi-usages a pour but principal de participer aux efforts de lutte contre la propagation du Covid-19, a précisé à l'APS, la même responsable rappelant la décision de wilaya imposant aux commerçants et aux citoyens de porter les bavettes de protection dans les espaces commerciaux et les administrations.

Le secteur de la formation et de l'en-

seignement professionnels de Constantine avait déjà participé aux efforts de prévention de cette épidémie par la confection de 80.500 bavettes de protection conformément aux standards requis et ce à travers 4 centres du secteur, rappelle-t-on. Elle a dans ce sens, mis en avant le sens d'engagement manifesté par les enseignants bénévoles pour la production de ce type de protection contre le coronavirus. Sou lignant que la distribution des bavettes de protection fabriquées dans les centres relevant du secteur de la formation professionnelle se fait à titre gracieux au profit des citoyens et commerçants, Mme. Zenati a déclaré que de grandes quantités de ba-



vettes et combinaisons de protection à usage unique ou multi-usages ont été distribués au profit des hôpitaux et établissements de santé et autres corps constitués qui se trouvent en premiers rangs avec d'autres secteurs et associations actives, dans la lutte contre cette épidémie.

CHLEF

Des facilitations "exceptionnelles" pour le dédouanement de marchandises en relation avec Covid-19

Des mesures de facilitations "exceptionnelles" ont été entreprises par la Direction régionale des Douanes de Chlef, pour le dédouanement des marchandises ayant une relation directe avec la lutte contre la crise du nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué, lundi, un communiqué de cet organisme.

"Ces mesures, mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19, concernent notamment les produits pharmaceutiques, les équipements et matériels médicaux, et les produits alimentaires de large consommation", a ajouté la Direction régionale des Douanes de Chlef dans le document.

Selon la même source, l'"enlèvement des marchandises concernées par ces facilitations exceptionnelles pourra se faire dès leur arrivée au niveau des bureaux des douanes", à la "condition que l'importateur concerné souscrive un engagement de régler le dossier de dédouanement ultérieurement", est-il souligné.

"La mesure vise un gain de temps nécessaire à la mise des produits médicaux à la disposition des médecins, pour leur permettre une prise en charge idoine de malades, tout en garantissant la disponibilité des produits alimentaires au niveau du marché local", est-il expliqué.

Le même communiqué a souligné, par ailleurs, le maintien de la mobilisation des services des Douanes, tout au long de la semaine pour la prise en charge des opérations de dédouanement et la facilitation de l'enlèvement des marchandises, "sans toutefois négliger le facteur du contrôle, nécessaire pour empêcher l'introduction de produits médicaux de contrefaçon pouvant constituer un danger pour la santé du citoyen".

La direction régionale des Douanes de Chlef a signalé, par la même, la prise d'une autre mesure exceptionnelle, au profit des ressortissants algériens résidant à l'étranger et de tous les voyageurs ayant souscrit des bons de transit auprès des Douanes, et ne pouvant rejoindre leurs domicile, portant sur la prorogation du délai de ces bons, jusqu'à la reprise des mesures ordinaires.

Au titre des mesures visant la protection des agents des douanes durant l'accomplissement de leur travail, il a été procédé à la mise de moyens de protection à leur disposition, parallèlement à l'organisation de campagnes de sensibilisation régulières, par les cellules des douanes, mises en place à l'échelle régionale et locale pour le suivi et la lutte contre la pandémie du Covid - 19.

La Direction régionale des douanes de Chlef compte des équipes et inspections aux niveaux des wilayas d'Ain Defla, Mostaganem, Tiaret, Tissemsilt et Relizane.

TIZI-OUZOU

Signature d'une convention entre l'ITMAS et l'ANSEJ pour développer l'entrepreneuriat agricole

Une convention visant à promouvoir et à développer l'entrepreneuriat agricole chez les diplômés en agriculture, a été signée, dimanche entre l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS) de Tizi-Ouzou et la direction locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeune (ANSEJ).

Lors de cette cérémonie qui s'est déroulée au siège de l'ITMAS, en présence de plusieurs partenaires, le directeur de l'ITMAS, Filali Rabah qui a signé la convention au nom de l'ITMAS, a souligné que le but de cette convention de partenariat, qui fait suite aux orientations du ministre de l'Agriculture et du Développement rural concernant l'accompagnement des stagiaires dans la réalisation de leurs projets, a pour but de faciliter l'insertion professionnelle des diplômés de cet institut. L'objectif de ce partenariat est de permettre aux jeunes

techniciens et adjoints techniques diplômés de l'ITMAS d'accéder aux différents soutiens de l'Etat pour la réalisation de leurs projets dans le domaine de l'agriculture. Cette convention vise aussi à accompagner les diplômés dans la création d'une activité viable pourvoyeuse de richesses et d'emplois" a ajouté ce même responsable. M. Filali a rappelé que l'institut qu'il dirige a organisé au début de l'année scolaire 2019/2020 une journée sur les opportunités d'insertion des diplômés dans la vie professionnelles.

"Lors de cette journée la problématique des difficultés financières et d'accès aux différents organismes de soutien ont été mis en exergue, d'où cette convention", a-t-il insisté. De son côté le directeur de l'ANSEJ, Hamour Chafaa cosignataire de cette convention, a indiqué que dans la démarche de cette Agence de prospection de nouveaux partenariats pour travailler en réseaux, "l'ITMAS

représente un partenaire incontournable et cette convention a pour objectif le développement de l'entrepreneuriat agricole", a-t-il dit. Au titre de cette convention, l'ANSEJ organisera plusieurs actions au niveau de l'ITMAS, notamment de sensibilisation et de formation à l'entrepreneuriat et la création d'entreprises tout en assurant un pré-accompagnement des diplômés de cet institut agricole pour la création de leur activité. "Nous cherchons à travers cette convention à développer l'esprit entrepreneurial chez nos jeunes diplômés sachant qu'aujourd'hui être qualifié dans un domaine reste insuffisant pour réussir une activité", a-t-il relevé.

Observant que la formation dans le métier ou le domaine d'activité est une "condition primordiale" pour la création d'une activité, M. Hamour a ajouté que la "renommée de l'ITMAS et la qualité de la formation dispensée par cet institut, nous amè-

neront à dire que cet établissement de formation est un gisement important de futurs entrepreneurs dans le domaine agricole et notre région a besoin de développer ce secteur". Aussi il est prévu au titre de cette convention la mise en place d'une cellule de développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation, a-t-il ajouté en insistant sur l'importance de "sortir de la vision classique de l'activité agricole". Le représentant de la conservation des forêts Larbi Chebli, a observé à l'occasion de la signature de cette convention que plusieurs activités peuvent être développées dont l'exploitation des plantes médicinales et aromatiques pour, entre autres, l'extraction d'huiles (myrte, pistachier lentisque). "Au titre de cette convention les jeunes diplômés de l'ITMAS peuvent développer ce type d'activité", a-t-il ajouté.

AGRICULTURE

Encouragement de l'investissement dans le sud et les hauts plateaux

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Cherif Omari, a affirmé, lundi à Alger, l'encouragement des investissements agricoles dans la région du sud et des hauts plateaux en particulier, indique un communiqué du ministère.

M. Omari qui a reçu des responsables de la société d'investissement dans le bâtiment et l'agriculture, «Atlas» a fait part de l'intention de l'Algérie de se lancer dans la production de la matière première importée actuellement et destinée à l'industrie agro-alimentaire, ajoute le communiqué.

Lors de la rencontre qui s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé de l'Agriculture saharienne et des montagnes, Foued Chehat, ainsi que de cadres du ministère et d'experts dans l'investissement agricole, les responsables de la société «Atlas» ont présenté un projet d'investissement dans l'agriculture saharienne qu'elle a réalisé dans la région de «Kaci-Touil» dans la wilaya de Ouargla. Ledit projet d'investissement concerne la production de blé, de betterave, de tournesol et de maïs, précise la même source. La société est en phase d'effectuer d'autres



expériences, telles la production du coton et de la canne à sucre, a-t-on ajouté. Le projet «intégré», dont les travaux de réalisation avaient débuté en 2018 s'étend sur une superficie globale de 11.000 hectares, 1000 sont actuellement exploités, dont 600 hectares consacrés à la production de blé tendre. Après avoir suivi l'exposé

et pris connaissance des objectifs et des perspectives du projet, notamment en ce qui concerne "la création d'une unité de transformation de production de sucre dans la région", M. Omari a mis l'accent sur la nécessité de "garantir toutes les facilitations et l'encadrement nécessaires au succès de ce genre d'investis-

sement dans le cadre de la loi en vigueur".

Il a évoqué, dans ce cadre, les opportunités offertes par l'investissement dans l'agriculture, notamment dans le sud et les Hauts plateaux, relevant que l'Algérie comptait produire les matières premières destinées à l'agroalimentaire stratégique, à l'instar des céréales, du sucre, de l'huile et des aliments pour animaux actuellement importés.

Pour le ministre, la matière première constitue la clé pour accéder au marché africain par l'exportation, ajoute le communiqué du ministère de l'Agriculture. Le président de la République avait sous ligné lors du conseil des ministres tenu le 3 mai l'impératif d'accélérer la création immédiate d'un Office de l'agriculture saharienne pour la mise en valeur de millions d'hectares de terres sahariennes afin de développer l'agriculture industrielle.

TRANSPORTS

L'ETUSA perd 30% de son chiffre d'affaires

L'établissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a perdu 30 % de son chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année 2019, et en raison de la propagation de la pandémie du coronavirus et l'application des mesures préventives, a indiqué dimanche le Directeur général de l'entreprise, Karim Yacine.

Dans une déclaration à l'APS, M. Yacine a précisé que "ces pertes pourraient se creuser si la situation persiste", ajoutant que "l'entreprise compte sur ses recettes à hauteur de 50 % et perçoit 50 % de son budget annuel sous forme d'appui accordé par l'Etat".

"Si la situation actuelle venait à perdurer, cela influera sur l'activité de l'entreprise qui devra dépendre totalement de l'appui de l'Etat", explique le responsable, précisant que les établissements de transport urbain et suburbain à travers le monde n'ont pas une vocation purement commerciale, ces entreprises bénéficiant toujours d'un appui de l'Etat. Pour ce qui est de la situation des travailleurs en cette période de confinement, le DG de l'ETUSA a fait savoir que 58 % des

employés ont été mis en congé, à savoir 2.200 travailleurs sur un total de 3.800, à l'exception des chauffeurs des lignes de transport privé et des agents de maintenance et d'hygiène.

Les travailleurs ont bénéficié de plusieurs types de congés (congé exceptionnel et congé annuel 2019 et 2020), tout en percevant un salaire complet, selon le premier responsable de l'entreprise. Tout en rassurant du maintien de "l'appui accordé aux travailleurs", M. Yacine a précisé que l'entreprise tient actuellement des réunions d'évaluation pour discuter de l'organisation des congés et tenter de trouver une solution pour les travailleurs afin de leur permettre de percevoir leurs salaires, si la situation pandémique perdure, notamment en l'absence des revenus de l'entreprise. Depuis l'application du confinement le 23 mars dernier, l'ETUSA transporte les personnels du corps médical, des sociétés de nettoyage et de maintenance (Netcom, Extranet, Irma et autres), consacrant à cet effet 10 lignes provisoires avec des horaires fixes. Le responsable a ajouté que les départs se font à

partir de la Place 1er Mai, Place des martyrs, Ben Aknoun, El Harrach, Ain Taya, Eucalyptus, Dergana, Zéralda, Rouiba et Baraki.

Dans ce cadre, M. Karim Yacine a mis en avant le rôle des employés de l'ETUSA qui transportent ces catégories en dépit de la conjoncture sanitaire que connaît le pays". L'entreprise assure toutes les conditions de prévention aux employés en service afin de garantir le service minimum au citoyen, outre les campagnes de sensibilisation et de stérilisation de près de 350 bus, a affirmé le responsable. Des produits désinfectants sont distribués aux agents (caissier, conducteur, maintenance, administration), en sus de la stérilisation périodique des sièges, des poignets et des portières de bus, a-t-il fait savoir.

Dans ce contexte, des panneaux publicitaires (grand format) ont été installés à l'intérieur des bus pour la sensibilisation et la prévention contre le Covid-19. M. Yacine a rappelé également le geste de solidarité envers les travailleurs de l'ETUSA issus de Blida, à savoir, la distribution de 400 couffins de Ramadan.

PRIX DU PÉTROLE Le Brent à plus de 30 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient mardi leur hausse amorcée en séance asiatique, portés par l'intention de plusieurs producteurs du Golfe, Arabie saoudite en tête, de diminuer encore davantage leur production de brut.

Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 30,07 dollars à Londres, en hausse de 1,48% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour juin gagnait 3,02%, à 24,87 dollars.

"Les prix du pétrole sont en hausse ce matin grâce à l'Arabie saoudite et dans une moindre mesure le Koweït et les Emirats arabes unis", a estimé Bjornar Tonhaugen, analyste.

Ces trois pays du Golfe ont en effet annoncé lundi vouloir diminuer plus que prévu leur production de brut, un effort qui relâche un peu de pression sur l'offre, toujours excédentaire, et par ricochet sur le stockage, parvenu à ses



limites. Pour Ryad, cette coupe d'un million de barils par jour (mbj) ramènerait la production du pays, le plus grand exportateur mondial de pétrole, à 7,5 mbj, a précisé le ministère de l'Énergie dans un communiqué.

Le Koweït et les Emirats arabes unis ont emboîté le pas et déclaré qu'ils réduiraient leur production de res-

pectivement 80.000 et 100.000 barils supplémentaires par jour.

Ces nouvelles réductions de production "sont un indicateur positif pour le marché, qui reçoit la nouvelle comme un léger soulagement face à l'offre excédentaire à laquelle il est confronté", a complété M. Tonhaugen. "Cela signifie que le géant pétrolier saoudien a réduit sa production d'environ 40% depuis avril", calcule Fiona Cincotta, experte.

"Cette décision pourrait également encourager les autres pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à respecter leurs quotas de réduction", a-t-elle ajouté dans une note.

PÉTROLE - PRODUCTION

L'Arabie saoudite va réduire en juin sa production d'un (1) million de barils/jour

Le ministère saoudien de l'Énergie a indiqué lundi avoir demandé à l'entreprise d'Etat Aramco de réduire sa production d'un million de barils par jour à partir de juin, dans le but de soutenir les cours du pétrole, ont rapporté des médias locaux. Cette baisse ramènerait la production du plus grand exportateur mondial de pétrole à 7,5 millions de barils par jour, a précisé le ministère de l'Énergie dans un

communiqué cité par l'agence de presse saoudienne (SPA).

Cette décision saoudienne de réduction de la production pétrolière s'inscrit dans le cadre de l'accord Opep+ convenu en début avril dernier visant à faire baisser la production des Etats membres de l'Organisation et de ses partenaires de 9,7 millions de barils par jour, durant les mois de mai et juin, en vue de stabiliser les cours du brut.

ARABIES SAOUDITE

Riyad appelle les pays de l'Opep+ à un nouvel effort de réduction

L'Arabie saoudite a appelé lundi les membres de l'Opep+ à participer à un nouvel effort de réduction de la production pétrolière et à respecter les baisses convenues dans le cadre de l'accord signé en avril dernier en vue de soutenir les cours de l'or noir, ont rapporté des médias locaux.

Le ministère saoudien de l'Énergie a annoncé lundi une nouvelle coupe supplémentaire de sa production de pétrole d'un million de barils par jour à partir de juin en vue de soutenir la stabilisation des cours du brut.

Selon l'agence de presse saoudienne (SPA), le ministère de l'Énergie a demandé à la principale compagnie

pétrolière du pays Aramco de réduire d'un million de barils par jour supplémentaires, portant la production du Royaume en juin à 7,492 mbj.

Le ministère du pétrole saoudien a expliqué que cette mesure bilatérale vise à encourager les membres de l'OPEP+, ainsi que les autres pays producteurs, à respecter les réductions de production qu'ils se sont engagés à effectuer dans le cadre de l'accord signé en début avril. Conformément à cet accord, l'Arabie saoudite devait réduire à 8,5 millions de barils sa production.

Dans ce contexte, le ministère saoudien de l'Énergie a appelé les autres membres de l'Opep+ à participer à ce

nouvel effort de réduction de production, quelques semaines après avoir déjà convenus ensemble d'une coupe collective de 9,7 millions de barils par jour pour la période mai-juin.

Après cette annonce, le ministre koweïtien du pétrole Khaled al-Fadhel a déclaré lundi que son pays allait aussi réduire sa production de 80.000 barils par jour, afin de soutenir l'initiative saoudienne.

"Le Koweït soutient les efforts de l'Arabie saoudite pour rétablir l'équilibre du marché pétrolier", a déclaré M.

Fadhel dans un communiqué, cité par l'agence de presse koweïtienne KUNA.

JAPON - CHINE

Le Japon encourage le transfert de sa production de la Chine vers les pays de l'ASEAN

Le Japon lancera un programme de subventions pour encourager les fabricants nippons à transférer leurs bases de production à l'étranger vers les pays de l'Asie du Sud-Est, après que la pandémie de Covid-19 a considérablement perturbé leurs chaînes d'approvisionnement fortement tributaires de la Chine.

Le programme doté de 23,5 milliards de yens, dans le cadre du plan de relance d'urgence du gouvernement pour atténuer les retombées économiques de la pandémie, aidera les entreprises à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement en aidant financièrement à la construction de nouvelles installations de production

ainsi que des études de faisabilité dans les dix pays de l'ASEAN, rapporte la presse locale spécialisée.

Cette initiative intervient après que de nombreux constructeurs automobiles et autres fabricants ont subi une pénurie de pièces produites en Chine suite à l'éclatement de l'épidémie de coronavirus à la fin de l'année dernière dans la ville industrielle de Wuhan, en Chine.

"Même avant l'épidémie de Covid-19, les entreprises japonaises avaient de plus en plus besoin d'ins taller des bases de production dans la région de l'ASEAN", a déclaré un responsable du ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie.

"Le programme de subventions aidera notre pays à consolider ses relations économiques avec les pays de l'ASEAN également", a-t-il dit.

Pour éviter divers risques associés à une forte dépendance à l'égard de la production en Chine, tels que les manifestations anti-Japon, la hausse des salaires et la guerre tarifaire avec les Etats-Unis, les entreprises japonaises ont fait appel à l'ASEAN pour implanter de nouvelles bases de production.

Dans un autre effort pour renforcer les chaînes d'approvisionnement, le gouvernement japonais compte dépenser 220 milliards de yens pour promouvoir la

production locale de certains produits vitaux, actuellement importés de l'étranger.

Le programme ciblera également les fabricants d'articles essentiels, notamment les masques faciaux et les désinfectants.

Les fabricants peuvent recevoir des subventions lorsqu'ils ouvrent de nouvelles usines ou augmentent leur capacité de production existante au Japon.

Les subventions couvriront jusqu'à deux tiers des investissements pour stimuler la production nationale de ces articles pour les grandes entreprises et les trois quarts du coût pour les petites et moyennes entreprises, selon le ministère japonais de l'Économie.

ETATS-UNIS - CHINE

Trump exclut une renégociation de l'accord commercial conclu avec Pékin

Le président américain, Donald Trump a exclu lundi de renégocier l'accord commercial conclu avec la Chine, appelant Pékin à d'abord respecter ses engagements.

Interrogé sur cette possibilité, le président des Etats-Unis a répondu: "j'ai entendu cela aussi", les Chinois "voudraient rouvrir les discussions commerciales pour avoir un accord plus favorable à leurs intérêts". "Non, je ne suis pas intéressé", "pas du tout", "voilà d'abord s'ils respectent l'accord qu'ils ont signé", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche.

Les négociateurs des deux grandes puissances se sont engagés vendredi, lors d'un entretien téléphonique, à mettre en oeuvre leur accord "de phase une" signé en janvier après presque deux années de guerre commerciale à coups de taxe douanières punitives. Aux termes de cet accord, l'administration Trump s'est engagée à surseoir à toute nouvelle hausse de droits de douane. Les Chinois de leur côté ont promis d'accroître de 200 milliards de dollars sur deux ans leurs achats de produits américains par rapport au niveau de 2017. Mais la pandémie de nouveau coronavirus, apparue fin 2019 en Chine, a depuis envenimé les tensions entre Washington et Pékin.

L'administration Trump accuse les autorités chinoises d'avoir tardé à alerter le monde sur l'épidémie, et d'en avoir dissimulé l'ampleur.

Et donc d'être "responsables" de sa propagation planétaire, de la mort de centaines de milliers de personnes, et de l'actuelle crise économique sans précédent. Pire, le président américain et son secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, soupçonnent désormais ouvertement Pékin d'avoir caché un accident de laboratoire à Wuhan qui aurait été à l'origine de la pandémie.

UE - FRANCE

Feu vert de l'UE à une aide française de 7 milliards d'euros à Air France

La Commission européenne a annoncé lundi avoir autorisé une mesure d'aide française d'un montant de 7 milliards d'euros en faveur d'Air France, afin de fournir à la compagnie aérienne un soutien de trésorerie urgent dans le contexte de la pandémie du coronavirus.

Cette aide, qui consiste en une garantie d'Etat pour des prêts et en un prêt d'actionnaire, vise à aider Air France à se procurer des liquidités essentielles et ainsi affronter cette période difficile, avant une reprise attendue des ventes lorsque des restrictions seront progressivement levées, indique la Commission dans un communiqué.

"A la suite des restrictions imposées par la France et par de nombreux pays de destination en matière de voyages afin de limiter la transmission du coronavirus, Air France a subi une réduction drastique de ses services qui se traduit par des pertes d'exploitation importantes", rappelle l'exécutif européen, notant que la mesure d'aide française permettra à la compagnie aérienne d'atténuer les conséquences négatives de la crise sanitaire. Selon Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive chargée de la politique de concurrence, citée dans le communiqué, cette garantie et ce prêt d'actionnaire accordés par la France, d'un montant de 7 milliards d'euros, fourniront à Air France les liquidités dont elle a un urgent besoin pour résister aux répercussions de la pandémie.

"Le secteur de l'aviation est un important pourvoyeur d'emplois et de connectivité. Dans le contexte de la pandémie du coronavirus, Air France a aussi joué un rôle de premier plan dans le rapatriement de citoyens et le transport d'équipements médicaux", a ajouté Mme Vestager.

L'aide française à Air France a été approuvée en vertu de l'encadrement temporaire des aides d'Etat adopté par la Commission européenne afin de permettre aux Etats membres de l'UE d'exploiter pleinement la flexibilité prévue par le règlement européen en matière d'aides d'Etat, dans le but de soutenir l'économie face à la crise du coronavirus. Appliqué jusqu'à fin décembre 2020, cet encadrement temporaire permettra aux Etats membres de garantir la disponibilité de liquidités suffisantes pour les entreprises de tous types et de préserver la continuité de l'activité économique.

SOLIDARITÉ - JIJEL Mouvement de solidarité en faveur des personnels de santé et des agents de nettoyage

La caravane de solidarité de l'Agence nationale des déchets a fait escale lundi à Jijel, où elle a fait don de tenues de protection et de produits désinfectants aux personnels de santé et aux agents d'hygiène de cette wilaya, et ce en guise de contribution aux efforts de lutte contre la propagation du Coronavirus.

Le directeur général de cette agence, Krim Ouman a affirmé en marge de la distribution de ces équipements que "cette initiative vient concrétiser le plan tracé par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables pour fournir aux personnels de la santé et aux agents d'hygiène, en première ligne dans la lutte contre le covid-19, tous les moyens de protection dont ils ont besoin pour effectuer leur travail". Depuis l'apparition des premiers cas confirmés de coronavirus dans le pays, cette caravane de solidarité a apporté son soutien à 12 wilayas des Hauts plateaux et du Sud, et devra encore faire de même pour plusieurs autres wilayas au cours des prochains jours, a-t-il souligné.

Pour sa part, le secrétaire général de la wilaya de Jijel, Azze dine Boutara a affirmé que cette initiative "reflète parfaitement l'esprit de solidarité et d'entraide que n'a cessé de montrer l'ensemble de la société depuis le début de cette crise sanitaire", assurant que ce genre de comportement n'est pas étranger au peuple algérien qui a toujours su se serrer les coudes face aux épreuves difficiles". Il est à noter que la caravane de solidarité de l'Agence nationale des déchets fera escale jeudi prochain dans la wilaya de Khenchela.

ENVIRONNEMENT - DÉCHETS GECETAL: plus de 45.000 tonnes de déchets ménagers réceptionnés depuis début ramadhan à Alger

L'Établissement Public de la wilaya d'Alger de Gestion des Centres d'Enfouissement Technique (GECETAL), spécialisé dans le recyclage et le traitement de déchets ménagers, a réceptionné plus de 45.000 tonnes de déchets ménagers depuis le début du mois de ramadhan à Alger, a-t-on appris lundi auprès du chargé de communication de cet établissement. L'Établissement GECETAL a traité plus de 45.692 tonnes de déchets ménagers collectés par les établissements Extranet et Netcom au niveau du centre d'enfouissement technique (CET) Hamici (Zéralda) sans procéder à l'opération de traitement et de tri et ce dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19, a précisé à l'APS M. Oumissi Yacine.

La moyenne quotidienne des déchets ménagers réceptionnés par l'établissement GECETAL, depuis le premier jour du mois de ramadhan, s'élève à plus de 2700 tonnes/jour, en dehors du pain dont le traitement a été pris en charge par les établissements Netcom et Extranet, a-t-il souligné.

Selon la même source, toutes les conditions préventives, à l'instar des gants, des bavettes et du gel hydroalcoolique, ont été mises à profit des agents supervisant l'opération d'enfouissement des déchets afin d'éviter la contamination au Covid-19 et ce dans le cadre de la préservation de leur santé et leur sécurité.

La même source a précisé que le volume des déchets ménagers enfouis au niveau du Centre technique d'enfouissement (CET) de Hamici a connu depuis le début du Ramadan une "nette diminution" en raison de la baisse du volume de la consommation et des comportements de gaspillage alimentaire enregistrés d'habitude au mois de Ramadhan par certains citoyens, expliquant que cela est dû aux mesures de confinement prises en vue d'endiguer l'épidémie.

Il s'agit également de la fermeture des restaurants collectifs dans les instituts et résidences universitaires, ainsi que les fastfood, les aéroports et autres institutions et espaces publics qui jetaient de grandes quantités de déchets. Dans ce cadre, il a rappelé que le CET de Hamici qui réceptionne de grandes quantités de déchets inertes dispose de de trois (3) unités de tri d'une capacité de 900 tonnes par unité dans lesquelles les déchets ménagers sont traités, et ce dans le cadre des efforts de la wilaya visant à protéger l'environnement et à éliminer les points noirs afin de préserver la santé publique. Dans le cadre des précautions nécessaires pour éviter la propagation du Coronavirus, "GECETAL" a participé à de nombreuses opérations de désinfection et de stérilisation au niveau des différentes circonscriptions administratives de la capitale aux côtés des agents de la sûreté nationale, de la gendarmerie nationale, de la protection civile, des institutions publiques et des associations, a-t-il ajouté.

PERSONNES ÂGÉES ET DÉMUNIES Elargissement de l'application de signalement aux démunies

La ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a affirmé lundi de Tébessa que son département travaille à "élargir les services de l'application électronique récemment lancée de signalement des personnes âgées en situation difficile aux familles démunies vivant dans conditions précaires".

Dans une déclaration à la presse, la ministre a précisé que cet élargissement vise à permettre de recenser toutes les classes de la société qui ont besoin d'une prise en charge spéciale dont les personnes âgées, les personnes à besoins spécifiques et les familles démunies.

Il s'agira également d'actualiser le fichier national des familles nécessiteuses vivant dans les zones d'ombre sur le territoire national pour leur assurer la prise en charge du ministère de la Solidarité Nationale en coordination avec les autres ministères, a assuré Mme Krikou.

La ministre a indiqué à ce propos que depuis le lancement le 27 avril passé (journée nationale de la personne âgée) de l'application électronique de signalement des personnes âgées en difficulté, "77 cas ont été enregistrés et les



cellules de proximité ont été chargées de procéder aux enquêtes de terrain préalables à leur prise en charge".

Au début de sa visite d'inspection dans la wilaya, la ministre a donné le coup de départ d'une caravane de solidarité avec 400 familles nécessiteuses de 8

communes. Elle a relevé, à l'occasion que pareilles initiatives qui ont lieu à travers le pays "vise à assister ces familles durant le mois sacré du ramadhan et atténuer l'impact sur elles des mesures de confinement imposées par la lutte contre le coronavirus". A la maison de la culture Mohamed

Chebouki, Mme Krikou a procédé à la distribution à des jeunes, d'arrêts d'attribution de locaux à usage commercial et des crédits non rémunérés dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit.

Au lieu dit El Fenoura, une zone d'ombre de la commune de Bir Mkaadem, la ministre a procédé à la mise en service de l'alimentation en électricité de 92 foyers et a déclaré que plus de 380 zones d'ombre recensées dans la wilaya de Tébessa ont bénéficié de projets de désenclavement.

La ministre a clôturé sa visite de travail dans la wilaya par la distribution dans le cadre du programme des familles productrices de plusieurs aides à des femmes habitant des zones d'ombre en vue de leur permettre de subvenir aux besoins de leurs familles.

SOLIDARITÉ - ÉPIDÉMIE Lancement depuis Alger d'une caravane de solidarité vers les zones d'ombre dans 11 wilayas

Une caravane de solidarité du Croissant rouge algérien (CRA), composée de 24 camions chargés en denrée alimentaires et produits désinfectants, a démarré, lundi à Alger, à destination de 11 wilayas au profit des catégories vulnérables qui résident dans les zones d'ombre, et ce en réponse aux besoins de la population de ces régions en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle.

Supervisée par le ministère du Commerce en collaboration et en coordination avec le Croissant rouge algérien (CRA), cette caravane a pris le départ, du Palais des expositions à Alger, en présence du ministre du secteur, Kamel Rezig et de la présidente du CRA, Saida Benhabiles.

« La caravane de solidarité qui sillonnera 11 wilayas du territoire national est constituée de 24 camions transportant quelque 330 tonnes de dons recueillis par les services du ministère du Commerce et remis au CRA qui se chargera de leur acheminement au profit des bénéficiaires dans les zones d'ombre », a indiqué M. Rezig dans une déclaration à la presse.

Affirmant que le choix des wilayas qui bénéficieront de ces aides ne s'est pas fait de manière fortuite et que l'opération de sélection a été effectuée par les soins des services de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le Premier responsable du secteur a assuré que ces aides seront orientées vers les 11 wilayas et y seront distribuées, sous l'autorité du wali et en collaboration avec le CRA.

Se félicitant de la responsabilité sociale des commerçants et industriels qui n'ont pas hésité à apporter appui et aides aux citoyens démunis, le ministre a fait savoir que l'opération de collecte de dons n'avait pas dépassé une semaine, rappelant, d'autre part, que cette opération n'était pas la première du genre et que le ministère avait organisé, depuis le début de la crise sanitaire, des dizaines de caravanes de solidarité. "La relation professionnelle

et interactive unissant le ministère et les industriels a permis la mobilisation de cette catégorie afin d'apporter des aides qui ont, jusqu'à présent, dépassé 1500 tonnes", a-t-il poursuivi.

Il a également indiqué qu'en dépit des circonstances difficiles et de l'arrêt de leur activité commerciale, ces professionnels n'ont pas hésité à venir en aide aux nécessiteux... un geste, a-t-il dit, qui dénote leur sens de responsabilité sociale", ajoutant que cette caravane n'est qu'un échantillon des caravanes caritatives organisées avec le Croissant-Rouge algérien (CRA)". En outre, le ministre a fait savoir qu'un accord préliminaire sera conclu après le mois de ramadhan entre le ministère, le CRA et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), en vertu duquel les commerçants, les industriels et les bénévoles de la société civile offriront un don de 1000 tonnes de divers produits, dont 60% seront distribués aux habitants des zones

reculées du sud, des Hauts-plateaux et des zones frontalières, tandis que 40% d'entre elles seront remises au CRA dans le cadre de ses efforts humanitaires.

M. Rezig a également indiqué qu'outre les efforts de soutien consentis par les autorités locales, de telles opérations de solidarité permettront d'améliorer le niveau de vie des individus.

Pour sa part, la présidente du CRA, Saida Benhabiles, a

précisé que le CRA apportait un soutien aux pouvoirs publics, ajoutant qu'il complétait les efforts de l'Etat en matière de solidarité nationale.

Et de souligner que sa stratégie de distribution d'aides et de dons dépendait d'une méthode traditionnelle, où les imams et les notables sont chargés de préparer les listes de personnes nécessiteuses en vue d'acheminer les aides à leurs véritables bénéficiaires.

APS

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya d'ALGER
Circonscription administrative de ROUIBA
Commune de ROUIBA
N° / 1331 / 2020

AVIS

Le président de l'assemblée populaire communale de Rouiba, annonce l'ouverture d'une enquête publique « commodo et incommodo » ayant pour objet :

- Création et exploitation d'une salle polyvalente (salle des fêtes), appartenant à Mr RAMDANI ALI, demeurant à hai Ben Choubene -Commune de Rouiba-

A cet effet, il invite les citoyens de se rapprocher de l'APC « service d'hygiène et prévention sanitaire » pour enregistrer leurs avis et observations sur un registre ad hoc, à partir du : 13 Mai 2020 jusqu'au : 27 Mai 2020

Le Président de l'APC

OMS - SANTÉ - ÉPIDÉMIE

L'OMS publie des directives pour la réouverture des écoles

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié lundi une batterie de conseils pour la réouverture des écoles: tout nettoyer, écartier les tables de classe d'un mètre, élaborer une politique scolaire sur le port d'un masque ou d'un couvre-visage.

S'agissant des pratiques quotidiennes à l'école, l'OMS prône une hygiène des mains appropriée alors que les salutations sans contact doivent être privilégiées.

Il s'agit aussi de prévoir un nettoyage quotidien régulier de l'environnement scolaire, y compris des toilettes, avec de l'eau et du savon/détergent et du désinfectant. Elle recommande également le port du masque "si nécessaire", en élaborant une politique scolaire sur le port d'un masque ou d'un couvre-visage, conformément aux orientations nationales ou locales. Sur le volet de la distanciation physique à l'école, l'agence onusienne plaide pour le maintien d'une distance d'au moins un mètre entre toutes les personnes présentes à l'école.

Cela passe aussi par l'augmentation de l'espace entre les bureaux (au moins un mètre entre les



bureaux). Il s'agit aussi d'échelonner les récréations et les pauses déjeuner. L'OMS demande également aux décideurs publics de limiter le mélange des classes lors des activités scolaires et extrascolaires. Par exemple, les élèves d'une classe resteront dans une salle de classe tout au long de la journée, tandis que les enseignants se déplacent

d'une salle de classe à l'autre. Il y a aussi la possibilité d'élargir l'emploi du temps d'une école.

Certains élèves et enseignants pourraient ainsi être présents le matin, d'autres l'après-midi, d'autres encore le soir. "Envisager d'augmenter le nombre d'enseignants, si possible, pour permettre de réduire le nombre

d'élèves par classe (si des places sont disponibles)", note l'agence onusienne.

En prenant toutes ces mesures, l'objectif, selon l'OMS, est d'évaluer ce qui peut être fait pour limiter le risque d'exposition, ou de contact physique direct, dans les cours d'éducation physique, les terrains de jeux, les zones humides et les vestiaires.

Le retour à l'école passe aussi le dépistage ainsi que la gestion des élèves, enseignants et autres personnels scolaires malades.

Pour l'OMS, il faut aussi informer les parents des mesures mises en place par l'école et demander leur coopération pour signaler tout cas de COVID-19 survenant dans le foyer.

"Si l'on soupçonne qu'une personne du ménage est atteinte d'un nouveau coronavirus, garder l'enfant à la maison et en informer l'école", conseille l'OMS.

RUSSIE - ÉPIDÉMIE

Poutine ordonne la fin de la période chômée à l'échelle nationale

Le président russe a ordonné la fin dès mardi de la période chômée payée en vigueur depuis fin mars pour faciliter la mise en oeuvre du confinement, donnant le signal d'une sortie "pas-à-pas" des restrictions région par région. "A partir de demain, le 12 mai, la période chômée en vigueur dans tout le pays et dans tous les secteurs de l'économie s'achève. Mais la lutte contre l'épidémie (du nouveau coronavirus) ne s'achève pas.

Le danger demeure", a dit Vladimir Poutine dans des propos retransmis à la télévision.

Cette annonce, alors que le pays a encore enregistré plus de 11.000 nouvelles contaminations dans les dernières 24 heures, ne signifie pas pour autant la fin du confinement de tous les Russes.

La ville de Moscou en particulier, principal foyer épidémique, reste confinée au moins jusqu'au 31 mai.

Il reviendra donc à chaque région, sur la base des expertises scientifiques, de décider quelles restrictions seront levées et quand. "Notre pays est grand, les situations épidémiologiques diffèrent (...) on ne peut fonctionner avec le même modèle partout", a souligné M. Poutine. Il a néanmoins ordonné, alors que l'économie, comme ailleurs dans le monde, a souffert du confinement mais aussi de la chute des prix du pétrole, de rouvrir les entreprises. "A compter du 12 mai, partout où c'est possible, il faut créer les conditions pour la reprise des activités dans les secteurs de bases de l'économie: le bâtiment, l'industrie, l'agriculture, les télécommunications, l'énergie, l'extraction de matières premières", a-t-il dit. M. Poutine a aussi annoncé une série d'aides financières aux familles et aux entreprises, notamment pour ces dernières via des vacances fiscales. Enfin, le président a estimé que la Russie avait réussi à éviter le pire, grâce au confinement et à la cessation de l'activité, décriée avec maintien des rémunérations. "L'expérience ailleurs dans le monde a montré que la surcharge des systèmes de santé a été la cause principale d'une mortalité élevée", a-t-il affirmé. "Mais, je le répète, nous sommes prêts désormais", a ajouté le président russe, assurant que le nombre de lits d'hôpitaux adaptés pour les patients du Covid-19 était passé de 29.000 à 130.000 depuis mars.

Il a aussi insisté sur la politique de dépistage massif menée en Russie, qui permet, selon lui, de détecter les cas asymptomatiques et légers de coronavirus, permettant une prise en charge rapide des patients et de les isoler. Cette approche, avec 5,6 millions de tests à ce jour, explique selon les autorités la faible mortalité en Russie.

Le pays a dénombré officiellement 221.344 contaminations depuis le début de la crise, dont 11.656 au cours des dernières 24 heures. La mortalité officielle reste cependant relativement basse avec 2.009 victimes, même si des critiques jugent celle-ci sous-estimée.

BRÉSIL-ENVIRONNEMENT

3.800 soldats en Amazonie pour lutter contre la déforestation

Le gouvernement brésilien a déployé lundi, dans la région amazonienne, un total de 3.800 soldats, qui s'acquitteront de la lutte contre la déforestation illégale et les incendies pendant au moins un mois.

"Au départ, ce sont 3.800 soldats, soutenus par onze avions", qui seront opérationnels jusqu'au 11 juillet, bien que cette période puisse être prolongée en fonction de la situation, a déclaré le vice-président brésilien Hamilton Mourao lors d'une conférence de presse.

Le rôle des militaires sera, avant tout, un soutien logistique aux agences officielles de défense de l'environnement, qui offriront également une "garantie de sécurité", notamment dans la lutte contre l'exploitation minière illégale et autres mafias du crime organisé.

Selon Mourao, il y a des régions de l'Amazonie dans lesquelles opèrent de nombreux groupes de mineurs illégaux qui, "ont à plusieurs reprises échangé des coups de feu" à la fois avec des membres des forces armées et avec des membres de diverses forces de police. L'opération bénéficiera d'un budget initial d'environ 10 millions de dollars et sera réglementée par un décret publié la semaine dernière, qui prévoit "des actions préventives et répressives contre les délits environnementaux de déforestation illégale et d'incendies". Mourao a affirmé que l'un des objectifs de cette opération est "d'anticiper" les incendies qui consomment de vastes zones de la région amazonienne chaque année. Lors de la même conférence de presse, le ministre des Sciences et de la Technologie, Marcos Pontes, a déclaré que l'opération bénéficiera du soutien de plusieurs satellites utilisés pour la surveillance de l'Amazonie, à travers lesquels l'action des militaires et des agences environnementales sera "orientée".

APS

COVID-19

L'UE prédit une hausse de demandes d'asile à cause de l'épidémie

Le nombre de demandes d'asile pourrait augmenter dans les pays de l'Union européenne (UE) en raison du coronavirus dans les pays pauvres, estime mardi l'agence européenne de l'asile. Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) avait rapporté fin avril une baisse de 43% des demandes d'asile enregistrées en mars dans les 27 pays de l'UE, la Norvège et la Suisse, en raison des mesures d'urgence et de fermetures de frontières décidées par ces pays pour lutter contre la pandémie. Dans un rapport, l'EASO sou-

ligne cependant que la vulnérabilité face au Covid-19 des pays pauvres, d'où sont issus la majorité des demandeurs d'asile en Europe, les risques accrus de famine, d'insécurité et d'un regain d'activité du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) "pourraient affecter la migration" vers l'Europe et "conduire à une hausse des demandes d'asile à moyen terme".

S'appuyant sur des données du Centre commun de recherche (CCR), service scientifique de la Commission européenne, l'EASO

souligne le manque de moyens de ces pays pour faire face à la pandémie, citant l'Afghanistan, le Bangladesh, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, la Somalie et la Syrie.

Ces pays "ont aussi bien moins de lits d'hôpitaux et de médecins par habitant", indique le rapport.

La distanciation physique n'est pas praticable pour ceux qui vivent dans des endroits surpeuplés, poursuit l'EASO, qui note qu'au Soudan 92% de la population urbaine vit dans des bidonvilles.

MADAGASCAR - CORONAVIRUS

Le président malgache défend sa potion "anti-coronavirus"

Le président malgache Andry Rajoelina a balayé lundi les critiques sur l'efficacité et les dangers de la potion qu'il vante comme un remède contre le coronavirus, en dénonçant une attitude condescendante envers la médecine africaine. "Si ce n'était pas Madagascar et si c'était un pays européen qui avait découvert ce remède, est-ce qu'il y aurait autant de doutes? Je ne pense pas", a assuré M. Rajoelina lors d'un entretien à France 24 et Radio France International (RFI). Madagascar a fourni à sa population et à plusieurs pays africains un breuvage à base d'artémisia, une plante à l'effet thérapeutique reconnu contre

le paludisme, en affirmant qu'il prévenait et soignait le Covid-19. Les éventuels bienfaits de cette tisane, baptisée Covid Organics, n'ont été validés par aucune étude scientifique.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde jeudi les dirigeants africains contre la tentation de promouvoir et d'utiliser la potion malgache sans tests scientifiques.

Promoteur en chef de cette décoction, M. Rajoelina en a réaffirmé lundi l'efficacité. "La preuve que nous pouvons montrer maintenant, c'est bien évidemment la guérison de nos malades", a-t-il plaidé, "il n'y a pas de mort actuelle-

ment à Madagascar". A ce jour, 183 cas d'infections au Covid-19 ont été rapportés sur la Grande île, dont 105 guérisons et aucun mort.

"Je pense que le problème, c'est que (ce produit) vient d'Afrique et on ne peut pas admettre, on ne peut pas accepter qu'un pays comme Madagascar..."

ait mis en place cette formule pour sauver le monde", a déploré le chef de l'Etat. "Rien ne nous empêche d'avancer, ni un pays, ni une organisation", a insisté Andry Rajoelina en réponse aux mises en garde de l'OMS.

Interrogé sur l'absence d'essais cliniques confirmant les vertus de sa tisane, il a rappelé qu'elle

avait "le statut de remède traditionnel amélioré" et ne nécessitait donc, avant d'être distribuée, qu'une "observation clinique selon les indications du guide élaboré par l'OMS".

"Nous avons respecté les normes éthiques reconnues universellement en matière d'études et de recherches cliniques", a martelé le président malgache.

"C'est une guerre (contre le Covid-19), mais ce n'est pas la force militaire ou la puissance économique qui jouent actuellement, mais Dieu", a conclu M. Rajoelina, "le Seigneur nous a donné les plantes médicinales pour aider notre pays et le monde entier à lutter contre cette maladie".

A L G É R I E - S A N T É

CORONAVIRUS - GUÉRISON

Oran : plus de 180 personnes guéries du Covid-19

Le nombre de malades guéris du Covid-19 ayant quitté l'hôpital est plus de 180 personnes depuis le début de l'apparition de l'épidémie, a-t-on appris lundi auprès de différents établissements sanitaires de la wilaya d'Oran. Le nombre de malades rétablis du coronavirus au CHU "Dr Benzerdjeb" est de 106 personnes, parmi elles 13 ont quitté dimanche le service des maladies infectieuses suite à leur rétablissement, a-t-on indiqué à la cellule d'information et de communication de cet établissement de santé publique. A l'établissement hospitalier universitaire (EHU) "1er novembre" l'on dénombre, jusqu'à présent, 74 personnes rétablies du coronavirus, a-t-on appris de la responsable chargée de communication de cet établissement de santé.

L'établissement hospitalier "Dr Medjebeur Tami" de la daïra d'Aïn Turck a enregistré, pour sa part, le rétablissement d'un malade, premier cas admis dans cet hôpital après s'être assuré de sa guérison. Les patients, traités suivant le protocole de la chloroquine approuvé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ont été autorisés à rentrer chez eux après que leurs tests se soient révélés négatifs et qu'ils soient guéris complètement du coronavirus. Les autres patients infectés par le virus sont également soumis au même protocole et leurs cas sont en "constante amélioration", a-t-on fait savoir.

11 personnes guéries à Mostaganem et Tissemsilt

Onze personnes guéries du coronavirus ont quitté les hôpitaux de Mostaganem et de Tissemsilt, a-t-on appris lundi auprès des directions de la santé et la population des deux wilayas.

Le directeur du secteur de Mostaganem, Kheïl Mohamed Toufik, a indiqué que sept personnes ont quitté, depuis le début de cette semaine, l'établissement hospitalier "Ernesto Che Guevara" du chef-lieu de wilaya après leur rétablissement.

En outre, une personne a quitté l'hôpital "Hamadou Hocine" de Sidi Ali. Ces cas de guérison traités au protocole de la chloroquine, a précisé M. Kheïl, concernent cinq femmes et trois hommes âgés entre 17 et 66 ans. Le nombre de cas guéris du coronavirus à Mostaganem a atteint 54 cas dont 34 ont été soignés à l'hôpital de la ville, a-t-il ajouté.

Dans la wilaya de Tissemsilt, trois personnes ont quitté l'établissement hospitalier public (EPH) de Bordj Bouanaama dimanche soir, après s'être remises du coronavirus, a-t-on indiqué à la direction de la santé et de la population. La même source a indiqué à l'APS que ces personnes ont été autorisées à quitter l'hôpital après que des résultats de leurs analyses aient été révélés négatifs par l'Institut Pasteur d'Oran. Après le départ de ces patients, le nombre de personnes guéries du covid-19 a atteint 51 au niveau des EPH de Tissemsilt, Theniet El Had et Bordj Bouanaama où ils ont suivi le protocole de traitement à l'hydroxy-chloroquine.

CHU D'ORAN

Le scanner pour dépister des cas suspects atteints du coronavirus

La direction du CHU d'Oran a consacré un scanner au dépistage des cas suspects du coronavirus au niveau du service des urgences médico-chirurgicales pédiatriques, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cet établissement sanitaire. Un passage d'accès à la salle de scanner a été mis en place pour isoler les suspects du coronavirus du reste des malades. Le scanner et la salle font l'objet de stérilisation systématique après chaque usage, a indiqué Pr Zoubir Safia, chef du service des urgences médico-chirurgicales pédiatriques, soulignant qu'une moyenne de trois malades est soumise au dépistage par scanner dans cette unité et qu'un isolement total est adopté, au niveau de leur service, entre le passage réservé aux enfants et celui destiné aux malades covid-19. L'usage du scanner a été adopté par des spécialistes depuis quelques semaines pour dépister les personnes atteintes du coronavirus.

CORONAVIRUS

168 nouveaux cas, 5 décès et 163 guérisons en Algérie en 24h

Cent soixante-huit (168) cas confirmés au coronavirus (Covid-19) et cinq décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre des cas confirmés à 5891 et celui des décès à 507, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar, relevant que le nombre des patients guéris a atteint 2841, dont 163 lors des dernières 24h.

Lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr. Fourar a indiqué que les cinq nouveaux décès ont été enregistrés dans chacun des wilayas de Blida, Tiaret, Batna, Sidi Bel Abbes et Skikda, ajoutant les le nombre total des cas confirmés est réparti sur les 48 wilayas du pays.

Selon les chiffres, 24 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas ce lundi, tandis que 9 wilayas ont notifié entre un (1) et cinq (5) cas, et 15 autres ont enregistré plus de 5 cas, précisant que les wilayas d'Oran, Aïn Defla, Tlemcen et Adrar sont celles ayant enregistré le plus grand nombre de cas confirmés ces dernières 24



heures. Le nombre des cas guéris a atteint 2841, dont 132 durant les dernières 24 heures, a précisé Dr. Fourar, indiquant que 18

patients sont en soins intensifs. Par tranches d'âge, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 56% du total des cas confirmés. M. Fourar a

indiqué, en outre, que le nombre de patients ayant bénéficié du traitement s'élevait à 9557, dont 3936 cas confirmés selon des tests PCR, et 5621 cas suspects selon les indications de l'imagerie et du scanner. Le même responsable a, toutefois, déploré le non respect par certains citoyens des mesures préventives, une attitude contraire aux préceptes du mois sacré du ramadhan, a-t-il relevé, et un comportement dangereux pour la santé de la société, invitant les citoyens à observer en toute conscience et avec rigueur les mesures d'hygiène, de distanciation sociale et de confinement.

GOVERNEMENT - VISITE

Abdelaziz Djerad : la mobilisation de tous est indispensable pour en finir avec le coronavirus

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a insisté mardi à Oran, sur l'indispensable mobilisation de tous les Algériens à tous les niveaux pour en finir avec le coronavirus dans un futur proche.

"Si on veut en finir avec ce virus dans un futur proche, il faut mobiliser l'ensemble des Algériens et à tous les niveaux", a déclaré M. Djerad dans une allocution prononcée au niveau de l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran "1er novembre 1954", dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran.

Le Premier ministre a salué, à l'oc-

casion, "l'entraide et la solidarité dont a fait preuve le peuple algérien en cette conjoncture, en maintenant la cohésion nationale". "Nous devons nous organiser pour décoller sur des fondements à même d'assurer une assise solide au secteur médical", a souligné Abdelaziz Djerad, rappelant les dernières décisions de la présidence de la République et du Gouvernement, notamment en ce qui concerne la révision de la structure économique du pays et également dans le domaine social. M. Djerad a insisté, à ce propos, sur la nécessité de revoir les systèmes sanitaire et éducatif pour réaliser le

développement souhaité en mettant l'homme au cœur de ce dispositif.

"À l'avenir, on doit se concentrer sur ces deux systèmes et travailler pour les réformer en se basant sur l'élément humain de manière fondamentale", a-t-il déclaré, faisant savoir que "les pays qui se sont développés, n'ont pas réalisés cela par leurs moyens matériels et énergétiques seulement mais également en s'appuyant sur les systèmes éducatifs et sanitaires de haut niveau".

Le Premier ministre poursuit sa visite à Oran qui le conduit également au Centre hospitalo-universitaire "Dr Benzerdjeb" et autres établissements.

CORONAVIRUS - DÉPISTAGE

L'Algérie entame la production de kits de dépistage, une première dans le Maghreb

L'Algérie a entamé lundi la production de kits de dépistage du Coronavirus avec un premier volume de 200 000 unités/semaine permettant des résultats en 15 minutes, une première dans la région du Maghreb, a annoncé la télévision publique (EPTV).

Implantée à Baba Ali (Ouest d'Alger), l'usine Vital Care (100 % algérienne) de production de ces kits permettra, en plus des résultats en un temps record, de diagnostiquer des cas de contamination de sujets asymptomatiques, selon la source.

Un essai jugé concluant de ces kits de dépistage a été déjà effectué au Centre Hospitalo-universitaire de Beni Messous (Alger).

L'Algérie devient ainsi le premier pays du Maghreb à produire ce genre de tests



et le deuxième en Afrique, après l'Afrique du Sud.

Ces tests seront produits à une cadence de 200 000 unités par semaine, par une société algérienne sise à Baba Ali (Alger) en partenariat avec des sociétés canadiennes et jordaniennes, a expliqué le ministre délégué chargé de la production

pharmaceutique, Lotfi Benbahmed.

A ce jour, l'Algérie a adopté le protocole de traitement du coronavirus par hydroxy-chloroquine qui était produite localement avant même l'apparition de l'épidémie tandis que des centaines d'entreprises et d'associations fabriquent

les masques et les gels désinfectants. Ce protocole, combiné aux antiviraux, a concouru à la guérison, à ce jour, de 2841 personnes dont 163 durant les dernières 24 heures.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Benbouzid, avait affirmé que les indicateurs d'utilisation de ce protocole thérapeutique contre le COVID-19 étaient "encourageants et très satisfaisants", vu qu'il y a "une baisse du nombre des décès".

En plus de l'adoption de ce protocole, la nouvelle usine de Baba Ali permettra désormais à l'Algérie d'atteindre une certaine autonomie en matière de dépistage et de traitement de la pandémie.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ETATS-UNIS

Moins de 900 morts en 24h aux Etats-Unis pour le 2^e jour

Les Etats-Unis, qui ont franchi lundi la barre des 80.000 décès, ont recensé 830 morts supplémentaires liés au nouveau coronavirus en 24 heures, selon le comptage de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

C'est le deuxième jour consécutif que le bilan journalier passe sous la barre des 900 morts du virus.

Le pays avait déploré la veille 776 décès sur les dernières 24 heures, selon les chiffres de l'université actualisés en continu.

Il est toutefois trop tôt pour dire si ce ralentissement dénote une réelle tendance. Le bilan total de l'épidémie sur le territoire américain ne cesse de s'alourdir et a dépassé lundi les 80.000 morts.

Les Etats-Unis sont, selon les bilans officiels, le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas recensés (sans tenir compte de la taille de leur population). La ville de New York compte à elle seule le



quart des morts déplorées, avec près de 20.000 décès. Et le bilan new-yorkais pourrait être sous-estimé de plusieurs milliers, ont averti lundi les Centres américains de prévention

et de lutte contre les maladies (CDC). Le cap des 50.000 morts avait été franchi aux Etats-Unis il y a deux semaines et demie, le 24 avril.

Les Etats-Unis devraient

atteindre 103.000 morts d'ici le 30 mai, selon une moyenne de 20 modèles épidémiologiques réalisée par des chercheurs de l'université du Massachusetts.

Si l'épidémie est en recul à New York, de nouveaux foyers sont apparus ailleurs, comme dans la région de la capitale Washington.

Les Etats-Unis enregistrent par ailleurs plus de 1,34 million de cas diagnostiqués de Covid-19, selon l'université Johns Hopkins.

"Nous avons développé une capacité de tests (de dépistage) inégalée dans le monde", a déclaré lundi Donald Trump depuis la Maison Blanche, soulignant que "9 millions" de tests avaient été réalisés dans le pays.

La Russie signale plus de 10.000 nouveaux cas d'infection en 24h

La Russie a annoncé 10.899 nouveaux cas confirmés de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, portant le total à 232.243, selon un communiqué publié mardi par son centre de réponse au coronavirus. Le président russe a ordonné la fin dès mardi 12 mai de la période chômée payée en vigueur depuis fin mars pour faciliter la mise en œuvre du confinement, donnant le signal d'une sortie "pas à pas" des restrictions région par région. "A partir de mardi, le 12 mai, la période chômée en vigueur dans tout le pays et dans tous les secteurs de l'économie s'achève. Mais la lutte contre l'épidémie (du nouveau coronavirus) ne s'achève pas. Le danger demeure", a dit Vladimir Poutine dans des propos retransmis lundi à la télévision. Cette annonce ne signifie par pour autant la fin du confinement de tous les Russes. La ville de Moscou en particulier, principal foyer épidémique, reste confinée au moins jusqu'au 31 mai.

Le plus vaste pays du monde a dénombré officiellement 221.344 contaminations depuis le début de la crise, mais la mortalité officielle reste relativement basse avec 2.009 victimes recensées.

TUNISIE

Pas de nouvelles contaminations pour la 2^e journée consécutive

Pour la deuxième journée consécutive, la Tunisie n'a enregistré aucun nouveau cas de contamination au coronavirus, a indiqué lundi soir le ministère tunisien de la santé. Sur un total de 448 analyses effectuées dont 60 sur des cas anciens atteints de la COVID-19 (maladie à coronavirus), 23 tests de personnes déjà malades ont été positifs et aucune nouvelle contamination n'a été enregistrée en date du 11 mai 2020, a ajouté la même source. Ainsi, le bilan stagne à 1032 cas confirmés sur un total de 33266 analyses effectuées.

En revanche, le nombre de malades guéris est porté à 277.260 sont encore porteurs du virus et sont toujours en observation dont seulement 7 sont hospitalisés et 45 sont morts des suites du COVID-19.

CHINE

Wuhan va dépister l'ensemble de sa population

Wuhan, berceau du nouveau coronavirus, va dépister l'ensemble de sa population, alors que de nouveaux cas font craindre une reprise de la contagion dans la métropole chinoise, ont rapporté mardi des médias. Chacun des 13 districts de la ville de 11 millions d'habitants a dix jours pour préparer le dépistage de ses habitants, selon une circulaire de la mairie diffusée sur le site du média shanghaien The Paper. Ce dépistage se fera à l'acide nucléique, précise la circulaire. Le délai prévu pour tester l'ensemble de la population n'est pas clairement précisé. Le plan de dépistage "fait l'objet d'examen supplémentaires", a déclaré un responsable municipal cité par le quotidien Global Times. Ces informations surviennent alors que la ville a fait état dimanche et lundi de six nouveaux cas de contamination, les premiers depuis plus d'un mois. Il s'agit de personnes âgées habitant la même résidence du district de Dongxihu.

Wuhan, où l'épidémie est apparue à la fin de l'an dernier, a été placée en quarantaine le 23 janvier.

A la faveur d'une chute drastique des contaminations, cette mesure a été levée le 8 avril.

Un responsable des services sanitaires du district a dit n'avoir pas reçu la circulaire sur les tests de dépistage. Wuhan a essuyé le gros de l'épidémie de Covid-19 en Chine, avec 3.869 morts sur les 4.633 enregistrés dans le pays. Nationalement, le dernier décès a été signalé à la mi-avril et le pays n'a fait état mardi que d'un seul nouveau cas de contamination, d'origine étrangère.

APS

ITALIE

Moins de 1.000 malades en soins intensifs, une première depuis deux mois

Il y avait lundi moins de 1.000 malades en soins intensifs en Italie, 999 exactement, une première depuis le 10 mars, lendemain de la décision de confiner la population, a indiqué la protection civile.

Le pic du nombre de personnes infectées en soins intensifs avait été atteint le 3 avril, avec 4.068 personnes. A ce moment de la pandémie, le système hospitalier dans le nord de l'Italie était au bord de la rupture. Le nombre de morts dans les dernières 24 heures (179) a enregistré lundi un léger rebond par rapport à la veille (165), mais reste pour le troisième jour consécutif sous la barre des 200, selon la

même source. Premier pays en Europe en nombre de décès, l'Italie compte un total de 30.739 morts du Covid-19 recensés pour 219.814 cas. Elle a entamé son déconfinement le 4 mai, mais il reste très partiel.

Une ouverture plus importante est prévue le 18 avec notamment la réouverture des musées et des commerces de détail non alimentaires. Les autorités ne cessent d'appeler les Italiens à la prudence, mettant en garde contre une deuxième vague. "Il y a trop de gens dehors, et malheureusement trop sans masques ou qui ne respectent pas les distances sociales", a déploré sur la chaîne Rai3 Roberto Cauda,

chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Gemelli de Rome. "Cet été, nous ne resterons pas sur nos balcons et la beauté de l'Italie ne restera pas en quarantaine.

Nous pouvons aller à la mer, à la montagne, profiter de nos villes", a de son côté promis le Premier ministre Giuseppe Conte dans un entretien dimanche au Corriere della Sera.

Mais ces vacances se feront "d'une manière différente, avec des règles et avec prudence", a-t-il ajouté, expliquant que des directives précises seraient données en fonction de l'évolution de l'épidémie.

La Belgique mise sur les tests sérologiques pour détecter une immunité collective face au coronavirus

Dans la perspective du déconfinement, la Belgique mettra sur deux tests pour "cartographier" le Covid-19 dans le pays, les virologiques (PCR) et les sérologiques, a affirmé le porte-parole inter-fédéral, Yves Van Laethem, soulignant que les virologiques (PCR) et les sérologiques devraient permettre de savoir si une immunité de groupe se développe au sein de la population.

Une étude de l'Université d'Anvers a démontré la veille qu'environ 6% des Belges présentaient des anticorps contre le Covid-19.

Une proportion "encore faible", a ajouté l'expert lors de la

conférence de presse du centre de crise. Les tests sérologiques consistent également à savoir si une personne a eu le coronavirus. Ils confirment notamment des cas qui n'avaient pas pu être décelés auparavant, a-t-il souligné, et présentent de nombreux autres avantages. "Ils coûtent moins cher: d'environ 10 à 15 euros selon les types de test au lieu de 50 euros pour les PCR.

Autre avantage: c'est beaucoup plus rapide, le résultat du test sérologique arrive en une demi-journée alors qu'il faudra attendre au moins deux jours pour le PCR. Cela a toute son importance quand on sait que, pendant ce temps-là, le

virus continue à faire des ravages", a précisé auprès de la RTBF Frédéric Cotton, chef de service au laboratoire hospitalier universitaire de Bruxelles (LHUB-ULB).

Le LHUB a mené une étude avec les Cliniques universitaires Saint-Luc, à Bruxelles, laquelle a déterminé l'importance des tests sérologiques qui seront une clé du déconfinement dans le royaume, a rapporté l'hebdomadaire Le Vif/L'Express.

Les résultats, obtenus sur 200 patients volontaires ne présentant pas de symptômes, ont permis de confirmer que ce test est performant et utile pour confirmer des diagnos-

tics. En France, la Haute autorité de Santé (HAS) a cependant prévenu que les tests sérologiques, s'ils sont "très précieux et répondent déjà à de nombreuses questions", ne permettent pas de dire si une personne est contagieuse ou si elle est protégée face au virus.

"Aujourd'hui, aucun test sérologique n'est capable de vous délivrer le passeport international dont tout le monde rêve pour le déconfinement", a précisé Dominique Le Guluduc, présidente de la HAS.

Dès lors, ils pourraient s'avérer peu efficaces pour le "dépistage en population générale".

INDE

Un pharmacien décède après avoir expérimenté un traitement créé par lui

Un pharmacien indien est mort, et son patron a été hospitalisé, après avoir bu une décoction de leur fabrication, dont ils espéraient qu'elle puisse guérir du Covid-19, a annoncé la police samedi. Les deux hommes travaillaient pour une entreprise spécialisée en phytothérapie et essayaient sur eux-même le supposé traitement - un mélange d'oxyde nitrique et de nitrate de

sodium - dans une maison située à Chennai (sud-est de l'Inde).

K. Sivanesan, 47 ans, est mort sur place, selon le chef de la police local Ashok Kumar.

Il avait développé sa formule en effectuant des recherches sur internet et acheté les ingrédients sur un marché local, a précisé le policier. Il n'existe pas

actuellement de médicament ou de vaccin contre le Covid-19, ce qui a conduit à une course mondiale pour trouver un remède à cette maladie qui a tué au moins 300.000 personnes.

Près de 60.000 cas ont été recensés en Inde, où un strict confinement a été imposé pour tenter de contenir la propagation du coronavirus.

GLAUCOME

Êtes-vous à risque ?

Le glaucome se caractérise par une détérioration progressive du nerf optique. La moitié des personnes atteintes par cette maladie l'ignore. Êtes-vous concernés ? Devez-vous vous faire dépister ?

Plus d'un million de Français seraient touchés par le glaucome. Prise en charge trop tardivement, cette maladie peut mener à la cécité. C'est pourquoi le dépistage est primordial.

Les facteurs de risque du glaucome

Le dépistage concerne plus particulièrement le glaucome dit à angle ouvert. Les symptômes apparaissent tardivement, une fois que la vue est déjà atteinte d'où l'importance de le détecter précocement. Les signes d'alerte sont : une baisse de la vision périphérique, une vision brouillée des objets près de soi, mal à la tête et aux yeux. Les personnes à risque sont : celles qui ont plus de 40 ans, qui ont un membre de leur famille déjà atteint par un glaucome, qui sont d'origine africaine. Certains facteurs augmentent aussi la possibilité de développer un glaucome : l'hypertension artérielle, des migraines fréquentes, du diabète, la prise de corticoïdes. Si vous êtes myope, votre risque est multiplié par trois.

Comment se passe le dépistage ?

L'Unadev (Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels) lance cette semaine une campagne nationale de prévention et de dépistage des facteurs de risque du glaucome. Un bus équipé de matériel ophtalmologique de pointe se déplace de ville en ville avec à son bord un praticien spécialiste. Lors de la consultation, les patients subissent trois examens rapides et indolores : prise de la ten-



sion intraoculaire et mesure de l'épaisseur cornéenne, observation du fond d'œil, test du champ visuel. La fiche de consultation, qu'on

vous fournit à l'issue des tests permet en cas de suspicion de glaucome, de pouvoir prendre un rendez-vous en urgence chez un

ophtalmologiste, au CHU local ou chez l'un des médecins recommandés par la Société Française du Glaucome (SFG).

Glaucome : bientôt la fin des gouttes dans les yeux ?

Des chercheurs américains ont développé une lentille de contact capable de diffuser le collyre pendant toute la journée - un gain de temps, et une efficacité renforcée !

En France, le glaucome toucherait 1 million de personnes. Cette maladie du nerf optique survient lorsque la pression dans l'œil devient trop importante (supérieure à 20 mm Hg) : c'est le résultat d'une obstruction du filtre d'évacuation du liquide intraoculaire - que l'on appelle trabéculum.

« Lorsque le liquide intraoculaire - ou « humeur aqueuse » - s'accumule de manière anormale dans l'œil, le nerf optique est comprimé, écrasé ; cela entraîne une diminution du champ visuel puis, plus tard, une baisse de l'acuité visuelle. Le glaucome constitue ainsi la première cause de cécité en France : dans le monde, les experts estiment d'ailleurs que 4,5 millions de personnes sont aveugles à cause du glaucome.

À l'heure actuelle, il n'existe pas de traitement curatif contre le glaucome. Cependant, on peut freiner la progression de la maladie, notamment grâce aux collyres hypotonisants oculaires - qui servent à faire baisser la pression intraoculaire. Ces gouttes doivent être déposées dans l'œil à heures fixes. Un traitement qui peut se révéler contraignant...

UNE LENTILLE DE CONTACT-MÉDICAMENT

Bonne nouvelle : des chercheurs de la Harvard University (aux États-Unis) viennent peut-être de trouver un moyen d'améliorer le bien-être des personnes qui souffrent de glaucome. Il s'agit d'une lentille de contact-médicament, capable de diffuser le collyre en continu. « Le collyre est encapsulé à la périphérie de la lentille, afin de ne pas gêner le champ de vision du patient : il est diffusé très lentement tout au long de



la journée » expliquent les scientifiques, qui ont publié leurs travaux dans la revue spécialisée Ophthalmology.

« D'un côté, cette lentille simplifiera la vie des patients, qui n'auront plus à surveiller l'heure pour prendre leur collyre. D'un autre côté, nos études préliminaires ont montré que ce dispositif pouvait diffuser le médicament avec une précision

augmentée de 50 % : la réduction de la pression intraoculaire est donc plus importante. Le collyre est plus efficace » ajoutent-ils. Bien entendu, pour le moment, cette lentille de contact n'est pas commercialisée. Cependant, elle annonce peut-être une évolution en matière de traitements pour les personnes qui souffrent de glaucome...

mai 2020

Le thé chaud contre le glaucome

L'action des antioxydants anti-inflammatoires et neuroprotecteurs du thé chaud réduirait le risque de glaucome. Consommer du thé chaud quotidiennement est associé à un risque réduit de glaucome, selon les résultats d'une étude

publiée dans la revue médicale *British Journal of Ophthalmology*. Le glaucome est une maladie courante qui touche aujourd'hui près de 60 millions de personnes dans le monde. Elle est caractérisée par une accumulation de la pression dans l'œil (pression intraoculaire) qui altère et abîme le nerf optique. Les chercheurs de l'Université de Californie ont analysé les données médicales de l'étude NHANES (National Health and Nutrition Examination Survey), soit les examens physiques dont le test oculaire pour le glaucome et les prélèvements sanguins de 10 000 participants.

Les volontaires ont aussi renseigné leur consommation de thé glacé et chaud et de café. Les résultats de l'étude ont révélé que la consommation régulière de thé chaud est liée à un risque réduit de glaucome, en effet, les amateurs de cette boisson sont 74% moins à risque de développer un glaucome. En revanche, la consommation de café, caféiné ou décaféiné, de thé décaféiné, de thé glacé ou de boissons contenant de la caféine ne provoque aucun effet sur la probabilité de glaucome.

«Si cette étude est observationnelle et ne permet pas de confirmer une relation de cause à effet, ces données sont cohérentes par rapport aux niveaux et à l'action des antioxydants anti-inflammatoires et neuroprotecteurs présents en forte concentration dans le thé », concluent les auteurs de l'étude.

COMMENT ÇA SE SOIGNE ?

Le glaucome est une maladie oculaire grave qui toucherait près d'un million de personnes en France. Difficile à détecter à ses débuts, cette pathologie de la vision doit cependant être soignée rapidement. Collyres, laser, chirurgie... Le point sur les traitements actuels du glaucome avec le Docteur Ancel, chirurgien ophtalmologiste.

Le glaucome, qu'est-ce que c'est ? Le glaucome est une maladie de la vision entraînant une atteinte progressive du nerf optique et du champ visuel par une montée excessive de la pression oculaire. Cette pathologie, qui doit être prise très au sérieux, apparaît généralement à partir de 45 ans. Sans traitement, elle peut conduire à une perte totale de la vue. Difficile à détecter en l'absence de symptômes, le glaucome doit être dépisté régulièrement chez un ophtalmologiste. On distingue le glaucome chronique, qui représente 90% des cas et le glaucome aigu, beaucoup plus rare. Les causes du glaucome restent mystérieuses mais certains facteurs de risques existent : l'âge, l'hérédité, une myopie sévère ou encore l'hypertension artérielle et le diabète.

Soigner un glaucome grâce aux collyres

Le traitement du glaucome dépend de chaque cas. Seul votre ophtalmologiste peut décider de celui qui vous convient. Généralement, le traitement prescrit est à base de collyres sous forme de gouttes. Leur but : diminuer la pression oculaire dans les yeux.

Un traitement le plus souvent efficace qui permet de stabiliser la maladie mais qui doit être suivi quotidiennement (généralement à 1 à 2 fois par jour) et souvent à vie. Il s'agit donc d'un traitement assez contraignant. Lorsque les collyres prescrits ne sont plus efficaces ou mal tolérés (en cas de douleurs oculaires, d'allergie, de fatigue...) l'ophtalmologiste peut proposer



de traiter le glaucome grâce au laser ou par la chirurgie.

Soigner un glaucome grâce au laser

Le laser est une technique permettant de traiter efficacement les glaucomes. Dans le cas d'un glaucome chronique, l'écoulement de l'humeur aqueuse (liquide intra-oculaire circulant depuis l'arrière de l'iris au travers de la pupille vers une région appelée angle irido-cornéen) est diminué ce qui fait augmenter la pression. Le laser permet d'élargir « les mailles du filet » de l'angle irido-cornéen et ainsi faciliter l'écoulement de l'humeur aqueuse.

Il peut s'avérer nécessaire de renouveler les séances de laser, la tension oculaire pouvant avoir

tendance à remonter avec le temps. En cas de glaucome aigu, la circulation de l'humeur aqueuse est bloquée au niveau de la pupille et la tension peut monter de façon brutale et importante. Un percement de l'iris au laser (iridotomie, une seule séance) permet alors de court-circuiter le passage pupillaire et ainsi faire baisser la tension.

L'opération au laser est sans douleur. Elle se déroule sous une simple anesthésie locale et n'entraîne aucune cicatrice visible à l'œil nu.

Soigner un glaucome grâce à la chirurgie

En cas d'échec avec les traitements médicamenteux mais aussi lorsque le laser se révèle inefficace, une opération

chirurgicale doit être envisagée. La chirurgie du glaucome est une opération tout à fait bénigne qui permet de faire baisser la pression oculaire pour que la maladie n'évolue plus, en réalisant une soupage afin de faciliter le drainage de l'humeur aqueuse en dehors de l'œil (sous la conjonctive).

Malheureusement, en matière de glaucome, ce qui est perdu est perdu et la chirurgie ne permet pas de diminuer ou faire disparaître les altérations du champ visuel, qui persisteront après l'intervention. L'opération se déroule sous anesthésie locale ou générale, au cours d'une hospitalisation de courte durée. L'opération en elle-même dure généralement une trentaine de minutes.

La vitamine B3 pourrait le prévenir

Une expérience menée sur des souris prédisposées au glaucome montre qu'une supplémentation en vitamine B3 pourrait prévenir la maladie.

Le glaucome est une maladie neurodégénérative très répandue qui toucherait près d'un million de personnes en France. Cette maladie de la vision touche progressivement le nerf optique et peut mener à la cécité si elle n'est pas diagnostiquée assez tôt. Une étude menée sur des souris par le Pr Simon John du Laboratoire Jackson aux

Etats-Unis, spécialiste de la recherche génomique, a montré que chez certains rongeurs génétiquement prédisposés au glaucome, de la vitamine B3 ajoutée à leur eau permettait de prévenir le développement de la maladie.

LA VITAMINE STOPPE LE VIEILLISSEMENT DES CELLULES DE LA RÉTINE

L'ajout de cette vitamine a stoppé la majorité des modifications moléculaires liées à l'âge et fourni aux rongeurs une protec-

tion robuste contre le glaucome. En substance, l'apport de vitamine B3 (plus précisément de nicotinamide, une des formes de la vitamine B3, aussi appelée niacinamide) a stimulé le métabolisme des cellules ganglionnaires de la rétine, en les gardant en forme plus longtemps.

« Comme ces cellules étaient encore en bonne santé et encore métaboliquement robustes, même si l'œil subit une forte pression intraoculaire, il résiste mieux aux processus de dégradation. »

LIBYE

L'ONU appelle à la cessation immédiate de toutes les opérations militaires

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné fermement, lundi, les récentes attaques ayant visé des zones peuplées de civils en Libye, tout en appelant à la cessation immédiate de toutes les opérations militaires afin de désamorcer la situation et d'éviter un conflit généralisé.

M. Guterres souligne qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit libyen et "appelle toutes les parties à engager un dialogue immédiat pour parvenir à une solution politique", a déclaré son porte-parole à New York.

"Le Secrétaire général condamne fermement toute attaque contre des zones peuplées de civils", a dit le porte-parole lors de son point de presse quotidien, rappelant que jeudi dernier, deux civils auraient été tués et trois blessés dans le bombardement d'un quartier résidentiel de Tripoli.

Le chef de l'ONU a également condamné le bombardement de l'aéroport international de Mitiga survenu le 9 mai, qui est le seul aéroport civil en activité à Tripoli.

Les frappes auraient endommagé des avions de passagers, des installations de stockage de carburant, des camions de pompiers, le salon des passagers et fait des victimes civiles, selon la même source.

De son côté, la Mission des Nations-Unies en Libye (MANUL) a renouvelé son appel à une trêve pendant le mois sacré du Ramadhan afin de permettre une réponse efficace et coordonnée à la menace de pandémie à laquelle sont confrontés tous les Libyens.

"Une fois de plus, ces attaques témoignent d'un mépris flagrant du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et peuvent constituer des crimes de guerre", a déclaré la MANUL.

"Toutes les parties au conflit doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, notamment en se conformant aux principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans les attaques, afin d'éviter de faire des victimes civiles".

La MANUL a réitéré que les personnes coupables de crimes en vertu du droit international devront rendre des comptes et s'engager à documenter les violations et à les partager, le cas échéant, avec le groupe d'experts et la Cour pénale internationale (CPI).

MALI

Timbiné, du parti au pouvoir, élu président du Parlement

Le nouveau Parlement malien a élu lundi à sa présidence Moussa Timbiné, initialement donné battu mais repêché par la Cour constitutionnelle avec une dizaine d'autres membres du parti au pouvoir, ont rapporté des médias locaux.

Ce repêchage opéré le 30 avril par les juges constitutionnels chargés de valider les résultats des élections des 29 mars et 19 avril a donné lieu à plusieurs jours de vive contestation dans les rues de Bamako, Sikasso (sud) ou encore Kayes (ouest).

Moussa Timbiné avait été déclaré perdant dans les résultats provisoires du second tour à Bamako.

Le parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali (RPM), avait été mis en déroute dans la capitale.

La Cour constitutionnelle a inversé une trentaine de résultats, dont une dizaine au profit de candidats du RPM, notamment dans la capitale.

Moussa Timbiné, 46 ans, a été élu lundi président de l'Assemblée par 134 voix sur les 147 députés du Parlement. Son adversaire Moussa Mara, ancien Premier ministre, a obtenu 8 voix.

Bien que le RPM soit sorti diminué des législatives en nombre de sièges, le président Ibrahim Boubacar Keïta dispose d'une majorité parlementaire solide avec son parti et ses alliés pour faire face à la crise en cours depuis plusieurs années, sécuritaire, mais aussi économique et politique.

SAHARA OCCIDENTAL

Des députés au Parlement européen s'inquiètent de la situation des prisonniers politiques sahraouis

Des députés au Parlement européen ont exprimé lundi leur inquiétude de la situation des prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines pendant la pandémie de Covid-19.

Lors d'une réunion de la sous-commission des droits de l'Homme (DROI) du Parlement européen, tenue en visioconférence lundi à Bruxelles, sur l'impact des politiques de réponse à la pandémie de Covid-19 sur la situation des droits de l'Homme dans les lieux de détention, les deux députés espagnols au Parlement européen, MM. Manu Pineda et Miguel Urban Crespo ont attiré l'attention de l'institution législative européenne sur la situation des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines en ces temps de crise sanitaire.

C'est ainsi que M. Pineda a déploré le fait que la décision des autorités marocaines de libérer environ 5000 prisonniers comme mesure de réponse à la crise de Covid-19 n'a pas été mise d'application pour les prisonniers sahraouis.

Quant à M. Crespo, il a souligné que les prisonniers politiques sahraouis restent toujours incarcérés dans les prisons marocaines et ce, malgré l'appel lancé par la Haut-commissaire aux droits de l'Homme, Mme. Michelle Bachete. Il a, à ce propos, rappelé l'engagement du Parlement européen à demander la libération de tous les prisonniers politiques et appelé, par conséquent, la sous-commission DROI à insister sur ce point.

A cet égard, il convient de rappeler que la députée portugaise au Parlement européen, Mme. Sandra Pereira, avait interpellé la Commission européenne sur la situation de la population sahraouie dans les territoires sous occupation marocaine et les prisonniers sahraouis



dans les prisons marocaines, pendant cette pandémie, en pointant du doigt le manque des infrastructures sanitaires et des moyens techniques nécessaires pour faire face à cette pandémie.

"La situation sur le terrain devient de plus en plus difficile alors que la répression et l'occupation coloniale par le Royaume du Maroc se durcissent", avait-elle indiqué dans sa question écrite adressée à l'exécutif européen, fin avril dernier. Cet échange de

vises a eu lieu, en présence des hautes personnalités invitées à intervenir, à savoir M. Malcolm Evans, Président du sous-comité des Nations Unies sur la Prévention de la torture, Mme. Françoise Tulkens, ancienne juge et vice-présidente de la cour européenne des droits de l'homme, M. Philip Dam, Directeur à l'ONG "Human Rights Watch" et M. Gerald Staberock, Secrétaire Général de l'Organisation Mondiale contre la Torture. Ces der-

niers ont souligné, à ce titre, l'importance de repenser le système carcéral et les peines de prisons pendant la pandémie de Covid-19, de réduire la surpopulation des prisons et de garantir les conditions d'hygiène et les mesures de distanciation sociale, de même qu'ils ont mis l'accent sur l'importance de l'accès aux soins de santé de base pour les détenus comme élément essentiel de la dignité humaine et des droits de l'Homme.

Le HCR salue la création par l'Algérie d'un hôpital de campagne dans les camps des réfugiés sahraouis

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a salué l'initiative de l'Algérie de créer un hôpital de campagne dans les camps des réfugiés sahraouis, mettant en avant le rôle de cette action humanitaire dans la préservation de la santé du peuple sahraoui.

Le HCR a salué, sur son site électronique, cette action humanitaire qui intervient dans un moment de crise sanitaire du fait du Covid-19, mettant en avant le rôle que jouera cet hôpital de campagne censé garantir au peuple sahraoui des soins de qualité, ce qui traduit la solidarité qui réunit les deux peuples algérien et sahraoui, a rapporté l'agence Sahara press service (SPS). L'UNHCR réitère son appel à faire parvenir dans les camps des réfugiés le soutien nécessaire aux différents secteurs pour préserver la santé des Sahraouis.

Lors de sa visite, dimanche, à l'hôpital militaire de campagne mis par l'Algérie à la disposition des Sahraouis, le président Ghali a vivement salué "l'importante démarche entreprise par l'Algérie, à travers l'Armée nationale populaire (ANP) et sur décision du Président Abdelmadjid Tebboune, de déployer un hôpital militaire de campagne, doté de divers services sanitaires et d'équi-



pements modernes, pour faire face à la pandémie Covid-19". M. Ghali a exprimé par la même occasion, sa reconnaissance et sa gratitude aux autorités algériennes et aux éléments de l'ANP, pour les efforts consentis afin d'assurer des prestations de santé au peuple sahraoui et atténuer ses souffrances dans cette conjoncture exceptionnelle.

Le ministère de la Défense nationale avait indiqué, dans un communiqué, que la mise à disposition d'un hôpital de campagne par l'Algérie au profit des Sahraouis, intervenait "dans le cadre du raffermissement des efforts de solidarité et de la promotion des relations humaines et fraternelles entre les deux peuples algérien et sahraoui, et sur ordre de monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune".

ONU Le SG de l'ONU prolonge la durée du télétravail pour le personnel du siège de l'organisation à New York jusqu'au 30 juin

Le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres a décidé lundi de prolonger les dispositions actuelles en matière de télétravail au siège de l'ONU à New York jusqu'au 30 juin.

"Après avoir consulté la haute direction et nos services médicaux au sujet de la situation du COVID-19, j'ai décidé de prolonger les dispositions de télétravail actuels à notre siège jusqu'au 30 juin 2020.

Nous continuerons à examiner ces mesures et fournirons un préavis s'il devait y avoir un assouplissement ou bien une nouvelle extension", a déclaré le chef de l'ONU dans une lettre à tout le personnel travaillant au siège des Nations Unies à New York.

Pendant ce temps, l'équipe des politiques d'urgence, avec les conseils du Groupe des opérations de crise, est en train de finaliser un plan pour un retour progressif dans les bâtiments dès que la situation sera redevue sûre, a indiqué M. Guterres. "Votre santé et vo-



tre sécurité sont les priorités qui guident ce processus, et nous ferons preuve d'une flexibilité maximale pour le personnel ayant des enfants ou des personnes vulnérables à charge et des conditions de santé sous-jacentes.

Nous communiquerons ces plans dès qu'ils seront

prêts et vous tiendrons informés de l'évolution de la situation", a-t-il dit.

Le 17 avril, le secrétaire général avait déjà prorogé la durée du télétravail jusqu'au 31 mai afin d'atténuer la propagation du COVID-19.

Il avait dans un premier

temps ordonné à tout le personnel du siège new-yorkais des Nations Unies de travailler à domicile entre le 16 mars et le 12 avril, à moins que leur présence physique dans les bureaux ne soit indispensable, puis avait ensuite prolongé ces dispositions jusqu'au 30 avril.

AFGHANISTAN Des dizaines de victimes dans une attaque suicide lors de funérailles

Des dizaines de personnes ont été tuées et blessées dans une attaque suicide lors d'une cérémonie de funérailles dans l'est de l'Afghanistan mardi matin, a indiqué un porte-parole du gouvernement local.

"Vers 11h, un kamikaze a fait détoner ses explosifs durant une cérémonie de funérailles", a déclaré Attaullah Khogyani, porte-parole du gouverneur de la province de Nangarhar, ajoutant que "40 personnes ont été tuées et blessées dans l'attaque selon les informations initiales".

Parallèlement, des hommes armés ont attaqué un hôpital à Kaboul ce mardi matin, ont indiqué une source officielle.

"Vers 10h plusieurs hommes armés ont attaqué un hôpital dans le district de police 13", a déclaré une porte-parole du ministère de l'Intérieur, Marwa Amini, précisant que les forces spéciales afghanes se trouvaient sur les lieux.

"Nous savions que nous étions attaqués et avons donc fui le bâtiment", a indiqué un pédiatre sur place. "L'hôpital était rempli de patients et de médecins, et c'était la panique totale à l'intérieur", a-t-il ajouté.

VENEZUELA "Invasion" déjouée au Venezuela : démission de deux collaborateurs de Guaido

Deux collaborateurs du chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido ont démissionné lundi après avoir été accusés par le président Nicolas Maduro d'avoir organisé une tentative d'"invasion" du Venezuela il y a une semaine, a annoncé l'équipe de l'opposant.

"Le conseiller politique Juan José Rendon et le député Sergio Vergara ont présenté leurs lettres de démission respectives" au "gouvernement" intérimaire de Juan Guaido, a indiqué son service de communication dans un communiqué.

Juan Guaido, qui est reconnu comme président par intérim du Venezuela par près d'une soixantaine de pays, "a accepté" la mise en retrait de MM. Rendon et Vergara. Ils vivent tous deux aux Etats-Unis. Le parquet vénézuélien a annoncé vendredi que Caracas émettrait un mandat d'arrêt international à l'encontre des deux hommes et d'un Américain, Jordan Goudreau, fondateur de l'entreprise de sécurité privée Silvercorp USA.

Dans une interview avec CNN, Juan José Rendon a reconnu avoir signé un contrat à des fins "exploratoires" pour une éventuelle opération au Venezuela avec Jordan Goudreau, un ancien "béret vert" américain.

Mais, selon M. Rendon, Juan Guaido n'a pas signé ce contrat. Le dirigeant socialiste accuse Juan Guaido d'avoir fomenté la tentative d'"invasion" du Venezuela par voie maritime" qui devait se solder, selon lui, par un "coup d'Etat", avec la complicité des Etats-Unis et de la Colombie.

Le président américain Donald Trump a nié toute implication. Deux anciens soldats américains, Luke Denman et Airan Berry, ont été interpellés lundi dernier au Venezuela dans le cadre de l'enquête sur cette "invasion" ratée.

Ils sont incarcérés et ont été inculpés pour "terrorisme, conspiration, trafic d'armes de guerre et association" de malfaiteurs. Ils risquent jusqu'à 30 ans de prison.

Au total, 45 personnes ont été arrêtées pour leur implication présumée dans cette opération.

Nicolas Maduro a comparé cet épisode à celui de la Baie des cochons à Cuba en 1961.

APS

YÉMEN Dix morts dans des combats entre séparatistes sudistes et alliés du gouvernement

Des combats ont éclaté lundi dans le sud du Yémen entre les séparatistes et les forces alliées au gouvernement qui ont tenté de reprendre Zinjibar, chef-lieu de la province d'Abyane, faisant dix morts et de nombreux blessés des deux côtés, selon des sources séparatistes et médicales.

Il s'agit des premiers affrontements militaires de cette ampleur depuis que les séparatistes du Sud ont proclamé le 26 avril l'autonomie de leur région après l'échec d'un accord de paix avec le gouvernement, qui prévoyait le par-

tage du pouvoir entre les deux parties.

D'après un responsable militaire des séparatistes, des forces appartenant à l'aile armée du parti Al-Islah --allié au gouvernement-- ont lancé une opération pour reprendre Zinjibar, chef-lieu de la province d'Abyane, dans le sud du Yémen. Les séparatistes ont réussi à stopper leur progression en faisant de "nombreux morts" et prisonniers dans les rangs pro-gouvernementaux, a assuré ce responsable, Nabil al-Hanachi. Des sources médicales ont indiqué que huit soldats progou-

vernementaux ont été tués et 23 autres blessés dans les combats. Deux combattants séparatistes ont été également tués et onze autres blessés, selon ces mêmes sources. Les morts et les blessés ont été transférés vers des hôpitaux de la région, ont poursuivi ces sources.

Depuis 2014, la guerre au Yémen oppose les rebelles Houthis qui contrôlent le nord du pays, dont la capitale Sanaa-- aux forces gouvernementales appuyées militairement depuis 2015 par une coalition emmenée par l'Arabie saoudite.

IRAN - ETATS UNIS L'échange de prisonniers "n'a pas besoin de médiation"

Le porte-parole du gouvernement iranien, Ali Rabi, a déclaré que l'échange de prisonniers entre l'Iran et les Etats-Unis n'a pas besoin "ni de négociation ni de médiation", ont rapporté mardi des médias.

La décision de libérer et d'échanger des prisonniers entre l'Iran et les Etats-Unis

ne nécessitait "ni négociation ni médiation", a affirmé lundi le porte-parole. Selon le représentant du gouvernement iranien, s'il y a la volonté de libérer et d'échanger des prisonniers entre l'Iran et les Etats-Unis, le processus peut être fait par le biais du Bureau représentant les intérêts d'Iran,

et la Suisse représentant les intérêts américains en Iran.

De son côté, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Abbas Moussavi, réagissant lundi soir aux critiques de Washington selon lesquelles Téhéran "tergiverserait dans l'échange de prisonniers", a appelé les Etats-Unis à "faire

preuve de la responsabilité". Depuis septembre 2018, Zarif a mis la question de "la vaste échange des prisonniers" sur la table et a appelé les Etats-Unis à agir de manière responsable à l'égard des Iraniens pris en otage aux Etats-Unis et dans d'autres pays", a rappelé aussi Abbas Moussavi.

SUÈDE Deux individus inculpés pour terrorisme après une explosion à Copenhague

Deux Suédois ont été inculpés lundi pour terrorisme après une explosion début août qui a touché le siège de l'administration fiscale à Copenhague, ont annoncé les autorités danoises cités par des médias. "Une attaque contre l'administration fiscale est une attaque contre nous tous (...)" le Parquet estime que l'affaire est si grave qu'il s'agit d'un acte terroriste et que, par conséquent, la peine devrait être augmentée", a déclaré la procureure Lise-

Lotte Nilas, citée dans un communiqué. D'après le Parquet, les deux hommes, âgés de 22 et 23 ans, ont planifié l'attaque, transporté en voiture le 6 août puis fait détonner une bombe devant le siège de l'administration fiscale dans le quartier chic d'Asterbro, dans le nord de la capitale danoise dans la soirée du même jour. La façade du bâtiment avait été éventrée et de nombreuses vitres ont été brisées. Deux personnes se trouvaient à l'in-

térieur au moment de la déflagration, mais sont sorties indemnes. A l'extérieur, une personne a été atteinte, avaient dit les autorités, sans donner davantage d'informations. La station de RER de Nordhavn, toute proche, avait également été endommagée. En novembre, le Danemark, inquiet de la hausse des règlements de compte chez son voisin septentrional, avait introduit des contrôles temporaires à sa frontière avec la Suède.

LIGUE ARABE

M^{me} Bendouda participe à une conférence extraordinaire des ministres arabes de la Culture

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a participé lundi à une conférence extraordinaire des ministres arabes de la Culture, convoquée par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), a indiqué un communiqué du ministère.

Tenue par visioconférence, la conférence a été l'occasion pour la ministre de présenter "les actions initiées par l'Algérie pour relancer l'activité culturelle à travers le monde virtuel", à la lumière de la crise sanitaire actuelle, ainsi que les activités culturelles et artistiques programmées et les conférences virtuelles sur les plateformes de communication, en sus des "mesures prises à l'effet d'accompagner les artistes" impactés par la pandémie, lit-on dans le communiqué. A cette occasion, la ministre de la Culture a présenté des propositions et des avis sur "la nécessité de créer des plateformes culturelles électroniques pour la diffusion et la distribution du contenu culturel arabe". La conférence a vu la participation du Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Abou El-Gheit, des ministres des pays arabes et d'un représentant de l'UNESCO.



Le ministère de la Culture organise un concours national virtuel de la calligraphie arabe et l'enluminure

Un Festival national virtuel de la calligraphie arabe, de l'enluminure et de la miniature sera organisé par le ministère de la Culture du 12 au 27 mai sur les réseaux sociaux, selon un communiqué du ministère.

Ce rendez-vous culturel virtuel se veut une invitation à tous les calligraphes et plasticiens pour "révéler leurs talents artistiques" dans la calligraphie arabe et l'enluminure", à travers des supports techniques virtuels", et ce dans le but de "promouvoir les talents et la créativité dans ce domaine et de perpétuer l'organisation de ce concours. La participation à ce concours est ouverte à tous les artistes algériens, sans condition d'âge, pour peu que le texte traite un thème dans le contexte du verset coranique n 34 de sourate Fussilat "Rends le bien pour le mal, et tu verras ton ennemi se muer en fervent allié". La participation à ce concours

se fait soit par la calligraphie arabe ou l'enluminure ou les deux à la fois, à condition que les œuvres se rapportent au thème retenu pour le Festival et que le participant présente un travail individuel, en utilisant une photo de haute qualité. Il n'est pas exigé, néanmoins, l'utilisation de techniques spéciales, traditionnelles ou modernes. Les travaux sont envoyés, du 12 au 17 mai, via internet au jury qui aura à choisir 12 candidats,

lesquels devront par la suite passer un concours virtuel en live pour une durée d'une heure. L'ensemble des œuvres seront évaluées en direct, en visioconférence. Trois lauréats seront primés dans le concours de calligraphie et de l'enluminure, par des prix d'une valeur de 300.000 DA pour la première place, 200.000 DA pour la seconde et 100.000 DA pour la troisième place.

APS

THÉÂTRE D'ORAN

La numérisation des sièges bientôt finalisée

La numérisation des sièges du Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloula" (TRO) sera bientôt finalisée, a-t-on appris lundi du directeur de cette structure culturelle, Mourad Senouci. "L'initiative entre dans le cadre de la modernisation des prestations du TRO", a précisé à l'APS M. Senouci, signalant que l'opération se poursuit "dans le respect des mesures édictées au titre du dispositif de prévention et lutte contre le coronavirus Covid-19".

Cette action a déjà permis la numérisation de la totalité des sièges du parterre du TRO qui compte également des places sur deux autres niveaux", a fait savoir le directeur. La numérisation qui s'effectue par un logiciel informatique permettra au public de procéder à "la réservation en ligne d'un spectacle et du siège souhaité", a-t-il expliqué, annonçant d'autres nouveautés comme la billetterie électronique et l'abonnement en ligne. Le plan de modernisation du TRO intervient dans le sillage de la création, en décembre dernier, de sa première application mobile qui peut être téléchargée à partir d'un smartphone en tapant simplement "Théâtre régional d'Oran" dans le moteur de recherche "Google Play". "Il s'agit de la première application mobile pour le théâtre en Algérie", a souligné le directeur du TRO.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU

DIRECTION DE RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA D'ADRAR

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Opération : Réalisation des Réseaux d'Assainissement travers les Ksours de la Wilaya (Programme Neuf 2018).

Projet : lot n°03 : Réalisation des réseaux d'assainissement des Ksours OUDGHA - ALLOUCHIA commune de Fenoughil

Conformément à la disposition de l'article 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public.

Des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigences des capacités minimales N°: 01/2020 paru le 30/01/2020 dans les quotidiens "الحياة" et "DK NEWS", Qu'à l'issue des analyses et jugement des offres, le marché a été attribué provisoirement à :

Lot N°	n° du pli	Soumissionnaire	Montant	Délai	Note Technique	obs
03	13	SARL BEN ABED SERVICES	108.500.273.00	14 MOIS	54.42	Moins disant

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités de se rapprocher des services de l'établissement au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis conformément à l'article 82 aliéna «04» du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de cet avis d'attribution provisoire auprès de l'autorité compétente, conformément à l'article 82 aliéna «03» du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public.

DK NEWS

Anep : 2016008178 du 13/05/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GUELMA

DIRECTION DE L'ÉDUCATION

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 72 du décret présidentiel n° 15-247 délivré le 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, la direction de l'éducation de la wilaya de Guelma informe l'ensemble des soumissionnaires des résultats de l'appel d'offre au : **Renouvellement des équipements scolaires au profil national ouvert N°03/2019 relatif des écoles primaires à travers les communes de la wilaya** : " Mobilier scolaire "

_ Deuxième Tranche _

Paru dans les quotidiens nationaux :

- EL BILAD en date du 16/01/2020
- DK NEWS en date du 19/01/2020

Après analyses et jugement du : 05/05/2020, le marché a été attribué provisoirement à la société suivante :

SOCIÉTÉ ATTRIBUÉE PROVISOIREMENT	MONTANT EN TTC	DELAI DE LIVRAISON	NOMBRE DE POINTS OBTENUS A L'OFFRE TECHNIQUE / 70	OBSERVATIONS
Marouk Hocine N I F : 148250101310148	34 515 950,00	40 jours	58,00 / 70	Offre qualifiée techniquement et moins disante

les soumissionnaires contestataires peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Guelma dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale, conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 délivré le 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics.

DK NEWS

Anep : 2023001661 du 13/05/2020

MÉDIAS

Twitter durcit ses règles contre la désinformation liée au Covid-19

Twitter a de nouveau renforcé ses règles lundi pour lutter contre la désinformation sur la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), en élargissant les types de messages qui pourront être signalés aux utilisateurs comme potentiellement "trompeurs" ou "controversés".

Les réseaux sociaux rivalisent d'efforts pour contrer la vague de fausses nouvelles, théories du complot, rumeurs et faux remèdes miracles qui a envahi la toile en quelques semaines.

Twitter s'était déjà attaqué en mars aux propos directement contraires aux recommandations des autorités sanitaires.

"Désormais, nous utiliserons des étiquettes et des messages d'avertissement pour fournir des explications supplémentaires et des clarifications dans les situations où des tweets ont moins de risque de nuire mais peuvent tout de même semer la confusion ou tromper des personnes", a indiqué la plateforme dans un communiqué.

En fonction du potentiel de danger des messages (modéré ou fort)



et du type de problèmes qu'ils soulèvent (information non vérifiée, disputée ou trompeuse), les modérateurs du réseau répondront avec des mises en garde ou des avertissements, et iront jusqu'au retrait dans le pire des cas (information trompeuse et dangereuse).

Twitter compte s'appuyer sur des

"partenaires de confiance" pour identifier les contenus douteux pouvant nuire.

Le réseau social a déjà supprimé en avril des messages "nuisibles", comme ceux appelant à détruire les antennes 5G (suivant des théories complottistes liant cette nouvelle technologie à la propagation du nouveau coronavirus).

Il a aussi retiré en mars deux tweets du compte officiel du président brésilien Jair Bolsonaro dans lesquels il remettait en cause le confinement décidé pour lutter contre le coronavirus.

CHINE/COVID-19

Les collégiens de Pékin munis d'un bracelet électronique



Des collégiens de Pékin ont effectué lundi leur rentrée munis d'un bracelet électronique qui donne l'alerte en cas de fièvre, au moment où la Chine redoute une nouvelle vague de contaminations au Covid-19. Ce dispositif est le dernier exemple en date du recours massif du géant asiatique aux nouvelles technologies pour tenter de maîtriser un virus qui a officiellement contaminé près de 83.000 personnes, dont 4.633 mortellement, dans le pays.

La Chine, première touchée par le nouveau coronavirus, a fermé toutes ses écoles en janvier. Les cours étaient depuis dispensés en ligne. Ces bracelets intelligents fournissent en temps réel la température des élèves. Leurs parents et les établissements scolaires peuvent ensuite la surveiller via une application pour téléphone portable, d'après le Quotidien de Pékin. En cas de température anormale - supérieure à 37,2 degrés - le bracelet envoie une alerte aux enseignants qui sont encouragés à prévenir la police, a précisé le journal. Ce dispositif est en phase de test dans cinq districts de la capitale chinoise. Les contrôles de température, le port obligatoire d'un masque et les mesures de distanciation sont devenus la norme dans les établissements scolaires du pays, au moment où les autorités redoutent une recrudescence des contaminations. Si la Chine a jusqu'ici largement jugulé l'épidémie sur son territoire, le pays a fait état lundi de 17 nouveaux cas, dont 10 d'origine locale, notamment à Wuhan (centre), métropole placée pendant plus de deux mois en quarantaine et où le virus a été découvert à fin décembre dernier. A Pékin, seuls les lycéens de dernière année avaient jusqu'à présent été autorisés à revenir en classe pour préparer le bac. En mars, les provinces peu peuplées du Qinghai (nord-ouest) et du Guizhou (sud-ouest) ont été les premières à progressivement organiser leur rentrée.

La Chine envoie deux satellites pour un projet d'IdO

La Chine a lancé mardi deux satellites en orbite pour tester la technologie de communication de l'Internet des objets (IdO) basée sur l'espace, a rapporté l'agence Chine nouvelle.

Les satellites, Xingyun-

2 01 et 02, ont été envoyés par une fusée porteuse Kuaizhou-1A (KZ-1A) à 9H16 (heure de Pékin) depuis le centre de lancement de satellites de Jiuchang, dans le nord-ouest de la Chine. Ils sont entrés

avec succès dans leur orbite prévue. Développés par la Xingyun Satellite Co, ces satellites effectueront des essais sur des technologies comme les communications d'IdO basées sur l'espace, les com-

munications intersatellites par laser et une plate-forme de satellite commerciale à faible coût.

Ils effectueront également des applications initiales pilotes d'IdO, selon la société. KZ-1A est une fusée porteuse à combustible solide et à faible coût dotée d'une précision d'orbite élevée et d'une courte période de préparation. Le lancement de mardi était la neuvième mission de la fusée porteuse KZ-1A.

P U B L I C I T É

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Santé de la Population et de la Réforme Hospitalière

Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Khenchela

Etablissement Public Hospitalier -Martyr Saadi Mamer -Chechar

Sous-Direction des Finances et des Moyens

NIF N°098440019000141077

Mise en Demeur N°01/2020

Le Directeur De L' Etablissement Public Hospitalier Martyr Saadi Mamer Chechar Wialya de Khenchela ,

-Conformément le décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou Hidja 1436 correspondant au 16-09-2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public .

Est Mise en Demeur : Monsieur **chenikher Lotfi** Commerce de Gros des Produits Lies a l'Alimentation humaine Route de Kechida Batna .

Titulaire de la Convention N°07/2020 relatif Alimentation Générales Année 2020 au profit de L' Etablissement Public Hospitalier Martyr Saadi Mamer Checher .

-LOT N°03 : Alimentation Générales

- Pour ne pas avoir rempli Ses Obligations Contractuelles Envers L'Etablissement et non Conforme au Cahier des Charges.

Vous êtes D'abord Excusé de Remédier à la Situation Pendant un Maximum de 48 Heurs à Partir de la Date de Publication de Ces excuses dans les Journaux Nationaux.

MANAGEMENT DE GOOGLE

Eric Schmidt parti en février ?

Des informations de presse font état du départ de l'emblématique patron de Google, Eric Schmidt qui aurait quitté son poste de conseiller auprès de la société Alapabet, maison mère de Google ; « Selon les informations de Cnet.com, Eric Schmidt a quitté son poste de conseiller technique chez Alphabet, la société mère de Google, depuis février », peut-on lire dans une information du site cnetfrance.fr, mise en ligne le 11 mai.

Il a passé 19 ans comme patron de Google qu'il a accompagné depuis ses premiers pas comme petite start-up de la Silicone Valley, jusqu'au géant mondial qu'on connaît actuellement et qui règne sur la recherche et les

données sur internet. « Sous la houlette d'Eric Schmidt, Google s'est développé au-delà de son cœur de métier qu'est la recherche en ligne, notamment vers la téléphonie mobile avec Android et la vidéo en ligne avec YouTube.

Il a également piloté son introduction en bourse en 2004, ce qui a fait de lui un milliardaire.

(Il détient toujours environ 5,3 milliards de dollars en actions de la société) », ajoute ce même site qui fait état de "malaise" en raison de sa participation dans de nombreux projets gouvernementaux qui a poussé certains à évoquer un conflit d'intérêt.

DKnews

JOURNÉE DU MOT DE PASSE

Faire le nécessaire pour sécuriser le siens

Le 7 mai dernier, a été célébrée la journée internationale du mot de passe, une occasion pour le acteur de la sécurité informatique de faire un retour sur un état des lieux des pratiques du mot de passe ainsi que de proposer des palettes de vérification et de sécurisation.

« Qu'il s'agisse de sécuriser l'accès à un ordinateur ou un compte en ligne, les mots de passe sont omniprésents dans notre vie numérique. C'est aussi un des principaux points faibles de nos comptes et les pirates ont plus d'un tour dans leur sac pour tenter de les dérober ou de les deviner », écrit à ce sujet le site www.cnetfrance.fr, en date du 7 mai, dans un papier

consacré aux pratiques de sécurisation des machines et notamment celles qui font le buzz par leur inefficacité.

Face aux multiples attaques informatiques qui reposent sur le déverrouillage du mot de passe, des multinationales continuent de faire dans la facilité : « Beaucoup d'utilisateurs choisissent en effet un mot de passe trop simple à deviner.

Dans le top 10 des pires mots de passe de l'année dernière on trouvait encore le classique 123456 en première place.

Ces mots de passe sont évidemment testés en priorité par les pirates » n ajoute ce site.

Programme de la soirée

TF1 21:05



The Resident

Alors qu'il fait un jogging, Conrad se fait percuter par un cycliste. Malgré ses blessures, il prend son service à l'hôpital et s'occupe d'Eileen Jacoby, l'une de ses anciennes enseignantes à l'École de médecine, en proie à des visions de plus en plus fréquentes. En apprenant son arrivée, Mina demande à Hawkins de la présenter. L'étage VIP de Chastain s'apprête à accueillir l'une des plus grosses fortunes de Chine. Devon tente de reconforter Nic, bouleversée par la disparition de Lily. Lane Hunter accepte qu'une autopsie soit pratiquée sur le corps de la jeune femme.

France 2 21:05



Alex Hugo

Alex Hugo est très heureux d'être le témoin du mariage de Juliette et Martin dans une chapelle isolée, au cœur de la montagne. Les alliances sont échangées. Devant le monde à le sourire aux lèvres et les enfants jettent du riz. Soudain, des coups de feu retentissent au moment où le marié se penche pour embrasser sa belle. Martin est grièvement blessé. Alex est légèrement touché. Il va mener l'enquête.

France 3 21:05



Des racines et des ailes

La présentatrice invite à découvrir les richesses du pays de Garonne, entre les Pyrénées et l'estuaire de la Gironde. Bérengère Quellien est l'une des pionnières de la viticulture bio en Graves. Après avoir beaucoup voyagé, le chef cuisinier François Foutrier a décidé de vivre seul sur l'île de Patiras, dans l'estuaire de la Gironde. L'été, il prépare sur place des bouchées, à base de produits locaux, qu'il sert dans l'unique restaurant. A Bardigues, dans le Tarn-et-Garonne, Caroline et Paul-Alexandre de Boisseson veulent redonner vie à un château de famille. Tombée sous le charme du canal de Garonne, Nathalie de la Rivière a créé une plateforme de bateau-stop pour mettre en relation les randonneurs et les propriétaires d'embarcations.

CANAL+ 20:05

Pour Sama



Waad Al-Khateab, vidéaste syrienne, tient un journal filmé de sa vie à Alep, régulièrement bombardée. Dans ce film, qu'elle adresse à sa jeune fille Sama, la jeune femme documente sa vie quotidienne et revient sur sa jeunesse. Elle raconte comment, à 18 ans, elle a quitté sa famille pour aller poursuivre ses études de marketing à Alep. Et évoque ensuite comment, depuis 2016, la ville s'est retrouvée en état de siège instauré par le régime syrien. La réalisatrice filme la ville meurtrie et la résistance farouche au pouvoir qui s'y exprime inlassablement depuis des années.

6 21:05

Top chef



Un marathon culinaire attend les quatre candidats en lice. Chaque épreuve de ce quart de finale leur permet de décrocher un pass. Mais il en faut deux pour accéder aux demi-finales. En premier lieu, les talents doivent étonner le chef triplement étoilé Eric Frechon, sur son propre terrain, en confectionnant un plat autour d'un élément brûlé. Pour la seconde épreuve, les candidats sont épaulés par la toque Yannick Alléno afin de préparer une sauce d'exception pour accompagner un mets. Une épreuve inédite dans les concours, imaginée par le chef.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2462

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

	5	6	8	7					
4			1					8	
3			9					6	
	7	9	8	2	4				
	4	5	6	1	8				
7			5			4			
5			2		7		6		
	3	7		9	2				

					8	1			
					9	2		8	
					3	7			

Horizontalement:
1 - Gaspillage
2 - Amoureux empressé - Début d'hypothèse
3 - Revenir - Partie du monde
4 - Unité électrique - Agir pour un mouvement
5 - Voisin du jeûne - Choisir une but
6 - A compter désormais - Chats - Hallucinogène
7 - Mesure agraire - Guide
8 - Petit clou - Il vaut bien l'étain
9 - Pronom très personnel - Corbeilles de mousse
10 - Il se mit son père à dos - De même mère

Verticalement:
A - Sélection naturelle
B - Exemple - Chevalier ou chevalière ?
C - Baudroie - Bonne relation
D - Qui fait travailler la terre
E - Cas où le roi lui-même ne peut plus bouger
F - Assortiment comme les anciens
G - Élément d'un ensemble - Support de tête
H - Perdrent le cap
I - De fer pour le labo - Sable mouvant - Voisin de l'équerre
J - Tires profit de ta vache - Très sombre
K - Clippe - Négation
L - Petits saules - Mitraille japonaise
L - Rejeter la proposition - Ronde ou bourrée, elle reste en mesure

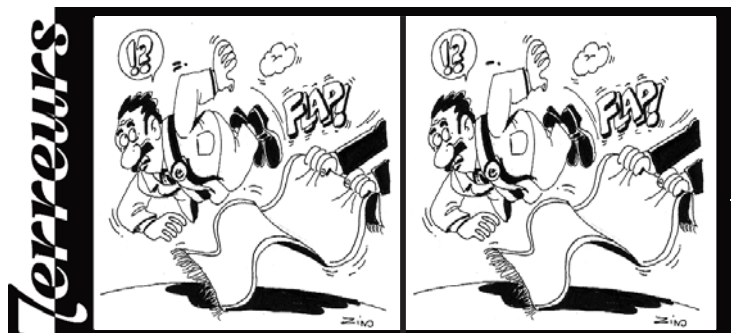


"Il y a des hommes qui ne reculent devant rien lorsqu'il s'agit de nuire aux autres."

Jules-Paul Tardivel

Mots croisés n°2462

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



BASEBALL

La World Baseball Classic 2021 annulée à cause du coronavirus

La 5e édition de la World Baseball Classic, équivalent de la Coupe du monde de baseball, initialement prévue l'an prochain, a été annulée en raison du coronavirus, a annoncé lundi ESPN, citant l'organisateur.

Le tournoi, qui devait se dérouler du 9 au 23 mars prochain aux États-Unis, au Japon et à Taïwan, avec 20 nations participantes au lieu de 16 habituellement, ne devrait pas se tenir avant 2023.

Le report à l'été prochain des Jeux de Tokyo, où le baseball est un sport olympique, rendait compliqué le maintien de la WBC, dont les qualifications auraient dû débiter en mars de cette année.

Les États-Unis sont les tenants du titre de cette compétition. Ils avaient écrasé Porto Rico 8 à 0 en finale en 2017.

NBA et syndicat des joueurs prolongent le délai pour annuler la convention

La NBA et le syndicat des joueurs (NBPA) ont décidé de prolonger jusqu'en septembre la période au cours de laquelle la ligue peut mettre fin à la convention collective actuelle (CBA) pour amortir les conséquences économiques liées au coronavirus, rapporte ESPN lundi.

Jusqu'à présent, la NBA avait deux mois, à compter de la date à laquelle elle a suspendu sa saison (le 11 mars), pour décider de mettre fin à la CBA en appliquant la clause de force majeure.

Celle-ci peut entraîner une réduction de 1% des salaires pour chaque match annulé.

Selon ESPN, le report de cette échéance jusqu'en septembre permet à la NBA et au syndicat d'avoir une idée plus précise des pertes économiques subies en raison de la pandémie et de négocier un certain nombre de questions financières cruciales.

Notamment les plafonds salariaux et les nouveaux montants de la «luxury tax+» (impôt dû à la NBA pour les franchises dépassant le plafond salarial).

Cette décision donne également à la ligue et aux joueurs plus de temps pour trouver un le meilleur moyen de reprendre la saison suspendue depuis le 11 mars et le test positif au Covid-19 du Français Rudy Gobert (Utah).

Vendredi, lors d'une conférence téléphonique avec les joueurs, le patron de l'instance Adam Silver a rappelé que la reprise des matches à huis clos aurait un prix, 40% des revenus de la ligue provenant de la billetterie, et que tout le monde devrait donc devoir faire des efforts.

Ainsi, à partir du 15 mai, les joueurs ne toucheront plus que 75% de leurs salaires versés tous les quinze jours.

Les 25% retenus seront restitués intégralement aux joueurs dans le cas, peu probable où les 259 matches restants de la saison régulière seraient joués en plus des play-offs.

Sinon, les équipes garderont un pourcentage de cat argent en fonction du nombre de matchs annulés.

A ce titre, Adam Silver a estimé que la NBA pouvait attendre le mois de juin pour décider du sort de la saison.

APS

TENNIS

Nick Kyrgios et Venus Williams soutiennent Ines Ibbou

Les tennismen australien Nick Kyrgios et américaine Venus Williams ont apporté lundi leur soutien à l'Algérienne Ines Ibbou qui a publié un vidéo sur les réseaux sociaux condamnant l'attitude de l'Autrichien Dominic Thiem suite à son refus de participer au fonds d'accompagnement des joueurs de tennis en difficulté financière.

Williams, sept fois vainqueur du Grand Chelem en simple, a commenté la publication: «Tu es mon héros.» La jeune joueuse de tennis algérienne, 21 ans et 620e mondiale, a répondu: «Tu l'as toujours été pour moi aussi, et maintenant tu l'es encore plus pour moi. Merci beaucoup.» De son côté, l'Australien Kyrgios, qui avait critiqué Thiem pour ses commentaires, a déclaré «Respect!» avant d'ajouter: «Continuez à vous faire plaisir, je suis toujours prêt à soutenir.» Alors que la vidéo d'une dizaine de minutes d'Ibbou gagnait en popularité depuis samedi soir et était largement diffusée sur les réseaux sociaux, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a apporté tout son soutien à la jeune joueuse al-



gérienne. «L'Algérie ne peut se permettre de perdre un talent sportif comme Ines Ibbou qui est jeune et qui a toute une carrière devant elle dans une spécialité où peu d'Algériens excellent. Le ministère de la Jeunesse et des Sports prendra en charge ta préoccupation dans les plus brefs délais. Tout mon soutien et mes vœux de succès», a tweeté

le président de la République.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a confirmé par la suite sur Facebook la volonté de l'Etat d'accompagner Ibbou et tous les sportifs d'élite. Il y a deux semaines, l'Autrichien, N.3 mondial et récent finaliste de l'Open d'Australie, avait expliqué ne pas vouloir contribuer au fonds de solidarité

pour les joueurs mal classés en difficulté financière en raison de la pandémie de coronavirus, proposé par le N.1 mondial, le Serbe Novak Djokovic puis finalement mis en place par les instances du tennis professionnel (plus de 6 millions de dollars rassemblés par l'ATP, la WTA, l'ITF et les quatre Grands Chelems). «Beaucoup de joueurs ne placent pas le sport au-dessus de tout et ne vivent pas de manière professionnelle. Je ne vois pas vraiment pourquoi je devrais donner de l'argent à de tels joueurs.

Je préfère donner de l'argent aux personnes ou aux organisations qui en ont vraiment besoin», expliquait Thiem dans une interview au journal autrichien Kronen Zeitung.

LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE ET DE L'UNION ARABE DE LA DISCIPLINE, L'ALGÉRIEN MOHAMED DJOUADJ «Des démarches pour introduire le vovinam viet vo dao aux Jeux africains et arabes»

Des démarches sont entreprises pour introduire le vovinam viet vo dao aux Jeux africains et arabes, a indiqué le président de la Confédération africaine et de l'Union arabe de la discipline, l'Algérien Mohamed Djouadj.

Dans un entretien à l'APS, Djouadj a précisé que «des efforts sont menés par la Confédération africaine et l'Union arabe de vovinam viet vo dao pour introduire cette discipline dans les Jeux africains et arabes», ajoutant que «cet art martial est pratiqué actuellement dans 18 pays africains et 10 autres arabes».

Djouadj, qui occupe également le poste de vice-président de la Fédération internationale de cette discipline pratiquée dans une centaine de pays à travers le monde, a révélé l'intention de cette instance de présenter un dossier officiel pour la candidature du vovinam aux Jeux Olympiques.

«Cette année verra, pour la première fois, l'organisation du Championnat d'Afrique pour les catégories de moins de 18 et moins de 15 ans», a-t-il annoncé, notant que ce rendez-vous va offrir «une occasion aux athlètes africains de se mesurer, en prévision des prochaines épreuves continentales et internationales».

Il a fait savoir aussi que «des efforts sont déployés pour généraliser et promouvoir cette discipline dans le monde», soulignant que «les sélections algériennes auront rendez-vous avec plusieurs compétitions continentales et internationales, à l'instar du Championnat d'Afrique

qu'abritera le Sénégal (décembre 2020), du Championnat du monde en France (août 2021) et du Championnat arabe en Tunisie (juin 2021)».

A l'échelle nationale, Mohamed Djouadj, président de la Fédération algérienne de vovinam viet vo dao (FAVV), a fait savoir que son instance «prévoit la création de nouvelles ligues de wilaya, courant 2020 et après la fin de la conjonction de Covid-19 qui a influé négativement sur les activités sportives».

«Satisfait» du «progrès» atteint par les athlètes algériens depuis l'introduction de cette discipline dans le pays en 2001, le président de la fédération nationale a fait état d'un nombre total d'adeptes avoisinant les 20.000, toutes catégories confondues, répartis sur plus de 200 clubs sportifs actifs dans 35 wilayas. Il a souligné, à ce titre, que la fédération s'emploie toujours à soutenir les clubs, par la fourniture de moyens pédagogiques nécessaires et à travers l'organisation des compétitions qui contribuent à accroître les capacités des athlètes, tout en révélant les ambitions de la FAVV d'organiser un Championnat du monde en 2023 au Sud du pays, ainsi que la deuxième édition du tournoi international d'Alger en 2020.

Formation de nouvelles générations et d'un réservoir de talents

Djouadj a salué, en outre, les efforts consentis par les clubs en ce qui concerne la formation de nouvelles générations, soulignant qu'elle (la formation) «permet

de perfectionner le rendement des athlètes, tout en générant un réservoir de jeunes appelés à renforcer les sélections nationales». «Chaque saison sportive, la FAVV s'attèle à sélectionner de 50 à 60 athlètes pour bénéficier de séances de formation sous la supervision d'experts algériens», a-t-il signalé. Concernant l'élite, Mohamed Djouadj affirme que depuis 2002, le vovinam viet vo dao a honoré l'Algérie dans différentes compétitions, où elle domine notamment sur le double plan africain et arabe.

Parmi les plus importantes participations de la sélection algérienne, figurent le Championnat d'Afrique en 2005 au Sénégal, où l'Algérie a obtenu la deuxième place après le pays hôte, le Championnat du monde 2006 à Alger, avec à la clé une deuxième place derrière la France, les Championnats d'Afrique en Algérie (2012), Côte d'Ivoire (2016) et au Maroc (2018), qui ont vu une nette domination des Algériens puis la deuxième place au Championnat du monde 2017 en Inde, après le Vietnam, rappelle Djouadj.

Malgré cette «belle» performance et ces résultats «honorables», le vovinam viet vo dao algérien traverse une situation financière difficile en raison de la faible subvention qu'il reçoit et qui influe sur le programme de la FAVV et sur le niveau de performance et les résultats obtenus, confie Djouadj, faisant savoir que la fédération est en train de chercher un contrat de sponsoring avec une entreprise nationale.

JUDO / CHALLENGE NATIONAL D'ARBITRAGE Victoire de Miloud Hakiki

Le candidat Miloud Hakiki, auteur de 19 bonnes réponses sur les 20 épreuves inscrites au menu du Challenge National d'arbitrage, est l'heureux gagnant de cette compétition, lancée sur la page Facebook de la Fédération algérienne de judo au mois d'avril dernier

pour maintenir le secteur en activité pendant la période de confinement, imposée par la pandémie du nouveau coronavirus. Un sacre pour lequel Hakiki était favori depuis plusieurs jours, car ayant mené le bal depuis pratiquement la première journée. D'ailleurs,

son parcours a été presque sans faute puisqu'il n'avait échoué que dans la 17e épreuve. Mais en bon leader, Hakiki s'était très vite ressaisi et de fort belle manière, ce qui lui a permis de terminer en apothéose et de s'adjuger la première place qu'il n'avait

jamais quitté. Après la fin du confinement imposé par la pandémie du nouveau coronavirus, la Fédération profitera de son premier grand événement sportif, qui sera organisé en présence du public, pour convier Miloud Hakiki à y recevoir son trophée.

ALGÉRIE (CORONAVIRUS) La commission médicale de la FAF dévoile le protocole sanitaire

La Commission médicale de la Fédération algérienne de football (FAF) a rappelé aux médecins de clubs, de ligues et tous les dirigeants des clubs, le protocole arrêté et actualisé par le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière (MSPRH), en vue d'une éventuelle reprise de la compétition, suspendue depuis le 16 mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, la commission médicale de l'instance fédérale a indiqué que ce rappel fait suite à la réunion tenue dimanche 10 mai 2020, au niveau du ministère de la Jeunesse et des Sports en présence du Conseil médical et scientifique du Centre national de la médecine sportive (CNMS) et additivement aux conclusions de cette réunion, "En effet, compte tenu de l'évolution de la situation épidémiologique du nouveau coronavirus Covid-19, le ministère de la Santé a actualisé la définition du cas du Covid-19, et rappelle à la réalisation systématique des enquêtes autour de tout cas confirmé et probable Covid-19 et du suivi des sujets contacts identifiés à travers la note n 20 du 05 mai 2020".

"Les conséquences de l'arrêt du sport ne sont pas irréversibles.

Cependant, il ne faut pas brûler les étapes lors de la reprise au risque d'avoir des blessures et de prolonger l'ar-



rêt", précise la commission médicale, qui souligne l'importance d'"évaluer au cas par cas la situation physique de chaque athlète et adapter le retour à la compétition et à l'entraînement en fonction des capacités de chacun.

La charge doit être progressive et soutenue jusqu'à atteindre l'objectif".

La commission présidée Djamel-Eddine Damerdjil a souligné que "Chaque membre de l'équipe devra suivre un protocole médical,

pour les joueurs, similaire à celui d'une reprise avant une saison". Chaque club est appelé à chercher "des critères cliniques, biologiques, et radiologique", en cas de doutes sur un cas positif: "L'absence d'anomalies parenchymateuses, n'exclut pas une infection Covid-19 dans les 3 premiers jours d'apparition des symptômes", précise le communiqué.

"Une importance particulière doit être accordée par

les médecins de clubs à la stricte application des directives édictées dans les notes et instructions suscitées.

Ces instructions et notes sont susceptibles d'évoluer à tout moment en fonction des informations disponibles, et de l'évolution de la pandémie", explique-t-il.

Enfin, la commission médicale de la FAF indique que "les arbitres doivent obéir au même protocole que les clubs, et seront, pour leur part, pris en charge par les médecins de Ligue de région les plus proches de leurs résidences pour éviter les déplacements".

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a indiqué dimanche à l'APS qu'aucune décision n'a été prise concernant une éventuelle reprise de la compétition, suspendue depuis mi-mars en raison du nouveau coronavirus (Covid-19), soulignant que "tout sera tiré au clair" après la levée du confinement.

LIGUE 1

"Le CRB relèvera le défi" en cas de reprise de la saison, assure le club

Le CR Belouizdad, leader de la Ligue 1 algérienne avant sa suspension en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a tenu à préciser mardi qu'il était prêt à "relever le défi", dans le cas où la compétition reprendra ses droits. "A ceux qui n'ont pas saisi notre position. Dans le cas où les pouvoirs publics décident de la reprise du championnat, le CRB relèvera le défi", a indiqué le club algérois dans un communiqué laconique publié sur sa page Facebook. Ce nouveau communiqué intervient après celui publié samedi, à propos de la situation sanitaire au pays et la nécessité de suspendre définitivement la compétition. "La santé des joueurs, staffs, supporters de tous les clubs et, au-delà, celle de l'ensemble de nos com-

patriotes, est une priorité pour le CRB qui veille scrupuleusement au respect des consignes édictées par les autorités et les instances de la santé", avait assuré le Chabab dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Un communiqué qui a été largement commenté dans les réseaux sociaux, mais également par les acteurs du football national, à l'image du président de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar.

"Je ne vais pas condamner le communiqué, je respecte l'avis du CRB. Mais, il était préférable que le club transmette sa proposition par courrier à la LFP ou la FAF et ne pas publier sur les réseaux sociaux. En tant que président de la LFP, je suis prêt à recevoir les propositions de l'ensemble des clubs professionnels,

d'autant que la situation actuelle nécessite de larges consultations, mais il y a des manières de le faire", a-t-il déclaré à l'APS.

Avant la suspension de la compétition, le Chabab occupait la tête du classement avec 40 points, soit trois longueurs d'avance sur ses deux poursuivants directs, l'ES Sétif et le MC Alger. Le CRB et le "Doyen" comptent un match en retard à disputer.

Le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 est programmé sur une période de 8 semaines, dès la levée du confinement et après une période de préparation de 5 à 6 semaines, quelle que soit la date arrêtée par les pouvoirs publics, selon la feuille de route de la Fédération algérienne de football (FAF).

LIGUE 1/USM BEL-ABBÈS

Un autre départ massif des joueurs se profile à l'horizon

L'USM Bel-Abbès devrait se préparer à un autre départ massif de ses joueurs à l'issue de l'exercice en cours, exactement comme ce fut le cas lors de la saison dernière en raison de l'incapacité de la direction de ce club de Ligue 1 de football d'honorer ses engagements envers ses protégés.

Plusieurs éléments de la formation de la "Mekerra", qui espéraient être régularisés après plusieurs mois d'attente, comptent saisir la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour obtenir leur libération automatique, a-t-on appris dans l'entourage de ce club de l'Ouest du pays. Le même scé-

nario s'était produit la saison passée, et même celle d'avant, et ce, pour les mêmes raisons, vu que l'USMBA se débat dans d'interminables problèmes financiers qui se sont amplifiés au cours des trois dernières années, rappelle-t-on.

Cette situation est conjuguée à une instabilité chronique au niveau de la barre technique qui, rien que pour cette saison, a connu le défilé de pas moins de trois entraîneurs, en attendant d'en recruter un quatrième pour succéder à Abdelkader Yaïche qui a jeté l'éponge peu avant l'arrêt de la compétition.

Malgré cela, le club a réussi quand même à s'offrir une deuxième coupe d'Algérie lors

de l'exercice 2017-2018, et éviter la relégation, de justesse soit-il, la saison passée.

Pour l'actuel championnat, gelé depuis deux mois pour contrer la pandémie de coronavirus, l'équipe est revenue en force après un début catastrophique et a terminé à la troisième place la phase aller. Mais après sept journées de la phase retour, les "Vert et Rouge" sont revenus à la case départ, ou presque, puisqu'ils occupent actuellement la 12e place avec un match en moins.

Ils sont néanmoins toujours en course en coupe d'Algérie où il est déjà mis un pied en demi-finales grâce à leur victoire à domicile contre

l'Amel Bousaâda (3-0), en quarts de finale aller, avant que cette épreuve ne soit à son tour gelée.

Du côté de la direction du club, on assure avoir enclenché une course contre la montre pour tenter de collecter l'argent nécessaire afin de régulariser, ne serait-ce que partiellement, ses joueurs et calmer par la même occasion leurs ardeurs. Une mission qui s'annonce très délicate au vu de la crise sanitaire secouant le pays et ses retombées sur la vie économique, enfonçant davantage l'USMBA et beaucoup d'autres clubs qui étaient déjà au bord de la faillite, estiment les observateurs.

LIGUE 1 - USM ALGER Koudri, Zouari et Zemmamouche en lice pour le titre de meilleur joueur de l'année

Le titre de meilleur joueur Usmiste pour la saison 2019-2020 se jouera entre le gardien Mohamed Lamine Zemmamouche, le milieu récupérateur Hamza Koudri et l'ailier gauche Abdelkrim Zouari, suivant les résultats du suffrage, dévoilés mardi par le club champion d'Algérie en titre.

La compétition, lancée sur le compte Instagram du club et à laquelle ont été associés les supporters, avait démarré avec l'ensemble des joueurs qui forment l'effectif senior, de savoir, 24 éléments.

A l'issue de la première manche, 12 candidats ont été éliminés, et ceux qui étaient restés en course comptaient parmi les cadres de l'équipe.

Une élimination sélective, qui s'est poursuivie pendant les deux manches suivantes, jusqu'à aboutir au trio suscité. Zemmamouche et Koudri comptent parmi les joueurs les plus anciens et les plus titrés de l'effectif actuel, alors que Zouari en est le plus talentueux.

Le choix du meilleur joueur usmiste pour cette saison se fera donc parmi ces trois joueurs, et les résultats seront publiés sur le compte Instagram du club, ainsi que sur son site officiel.

CHAMPIONNATS NATIONAUX DES JEUNES CATÉGORIES L'USM Alger champion en U15 et en U17

Les catégories U15 et U17 de l'USM Alger sont sacrées championnes d'Algérie pour la saison 2019-2020, après que les hautes instances du football nationale ont décidé de mettre fin aux compétitions des jeunes catégories avant terme, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus et d'homologuer ces compétitions sur la base des résultats actuels.

Ainsi, les U15 ont été déclarés champions avec 43 points, devant le Paradou AC (42 pts) et le CR Belouizdad (32 pts).

Un titre amplement mérité pour les poulains du duo Lakhadar Messas - Lakhadar Ayad, car invaincus après 19 matchs.

Ils ont en effet enchaîné 12 victoires et 7 nuls, en inscrivant un ratio appréciable de 34 buts, contre seulement neuf de pris.

Ce qui en fait tout simplement la meilleure défense de leur championnat.

Chez les moins de 17 ans, les Rouge et Noir ont été sacrés champions avec 36 points, avec une longueur d'avance sur le Paradou AC, au moment où le CR Belouizdad a complété le podium (33 pts).

Les U17 usmistes ont remporté 11 de leurs 19 matchs, en concédant 3 nuls et 5 défaites. Leur ligne d'attaque a réussi à marquer 26 buts, alors que la défense en a pris 16.

En revanche, chez les moins de 14 ans, les Usmistes se sont contentés d'une place de vice-champions (46 pts), derrière le Paradou AC, sacré champion avec 53 points, au moment où le MC Alger a complété le podium (45 pts).

Des résultats assez probants au niveau des jeunes catégories et qui confirment le statut de club formateur que s'est forgé l'USM Alger au cours des dernières années.

SOUK AHRAS Réception "été 2020" de quatre stades de proximité

Quatre (4) stades de proximité en cours de réalisation dans la wilaya de Souk Ahras, seront réceptionnés "durant l'été 2020", a indiqué, lundi, le directeur local de la jeunesse et des sports (DJS), Abdelabasset Aoun.

Il s'agit des quatre stades de proximité en cours de réalisation dans la cité du 26 avril 1958 du chef-lieu de wilaya dont le taux d'avancement des travaux a dépassé les 50 % et qui n'attendent plus que la pose du gazon artificiel et l'aménagement extérieur pour être livrés, selon le même responsable.

La réalisation de ces quatre stades, qui ont fait l'objet récemment d'une visite d'inspection du wali Lounes Bouzekza, a été financée à hauteur de 70 millions de dinars la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a-t-il ajouté.

Le directeur de la Jeunesse et des sports a ainsi affirmé que selon les explications fournies ce jour-là au wali, pas moins de sept (7) infrastructures similaires seront "prochainement" réalisées dans les communes d'El Machrouha et Zâarouria et dans les groupements d'habitations d'Ain Senour et Rezkoun (El Machrouha) et également dans les cités Des enseignants, Mouloud Feraouf et Medjerda du chef-lieu de wilaya.

Par ailleurs des travaux d'aménagement et d'extension du bouledrome "Ibn Khaldoun" de Souk Ahras ont été lancés dernièrement, selon la même source qui a également fait savoir que le stade de proximité réalisé au Plan d'occupation du sol n° 9 près de l'université "Mohamed Cherif Messadia" sera livré "au cours du mois de septembre prochain".

Le même responsable a relevé que des contrats de gestion seront "prochainement" établis en coordination avec les Assemblées populaires communales et les associations versées dans le domaine de la jeunesse et des sports pour assurer la gestion et l'entretien de ces infrastructures sportives.

Un congrès de la Fifa virtuel en septembre

Le 70e Congrès de la Fifa, prévu initialement à Addis-Abeba se tiendra finalement de façon virtuelle "en ligne" le 18 septembre, a annoncé mardi l'instance de gouvernance mondiale du football.

Début mars, la Fifa avait annoncé que le congrès, prévu le 5 juin, était maintenu dans la capitale éthiopienne, mais reporté au 18 septembre 2020 en raison de la crise du coronavirus. La Fifa a annoncé mardi que le congrès se tiendrait finalement "en ligne le 18 septembre".

Il devrait être précédé d'une réunion du Conseil, l'organe exécutif de l'instance, également en ligne. Avant cela, une réunion de ce même Conseil, prévue le 20 mars mais qui avait dû être reportée en raison de la pandémie de coronavirus, doit être reprogrammée en juin-juillet et se tenir par visioconférence. L'instance a également annoncé les nouvelles dates de plusieurs tournois internationaux, "sous réserve de l'évolution de la situation": la Coupe du monde féminine U-20 se tiendra au Costa Rica et au Panama du 20 janvier au 6 février 2021, avec maintien des critères d'éligibilité initialement fixés, la Coupe du monde féminine U-17 est prévue en Inde du 17 février au 7 mars 2021 et la Coupe du monde de futsal en Lituanie du 12 septembre au 3 octobre 2021.

APS

ITALIE Le transfert de l'Algérien Farès "conditionné", selon le président de SPAL Ferrara

Le transfert de l'international algérien de l'équipe de SPAL Ferrara, Mohamed Fares lors du prochain mercato est conditionné, selon le président du club évoluant en Serie A, affirmant que pour l'instant le joueur est "intransférable".

Dans un entretien à Tuttomerco, le président de SPAL, Walter Mattioli a reconnu l'intérêt porté par plusieurs clubs italiens dont la Fiorentina et le Torino, mais a estimé que le transfert de son latéral gauche n'est pas acté.

"Farès a plusieurs pistes dont les plus sérieuses sont celles de la Fiorentina et du Torino.

Mais, comme ce joueur est une pièce maîtresse pour SPAL et toujours sous contrat avec le club, nous considérons que ça ne va pas être facile de se séparer de lui", a indiqué Mattioli.

Le président a expliqué que SPAL a deux plans (A et B) pour le champion d'Afrique algérien, "mais si par malheur on échoue dans notre mission de maintien en Serie A, Fares deviendra à coup sûr intransférable", a-t-il assuré.



A l'arrêt du championnat de Serie A à la 26e journée, en raison de pandémie de coronavirus (Covid-19), SPAL était avant-dernier au classement, synonyme de reléga-

tion. Jusqu'à l'heure, les autorités italiennes n'ont pas encore fixé une date pour la reprise de la compétition, alors que les clubs italiens pourront reprendre les entraînements

collectifs, dès lundi prochain.

Mohamed Farès, 24 ans, avait rejoint le SPAL, la saison dernière en provenance de l'Hellas Verone, son contrat expire le 30 juin 2022.

AUTRICHE Reprise du championnat début juin

Le championnat autrichien de football, suspendu mi-mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), va reprendre ses droits en juin à huis clos, ont indiqué mardi le gouvernement et les dirigeants de la Ligue professionnelle autrichienne.

"D'après le calendrier, si l'entraînement complet commence le 15 mai, je suppose que nous pouvons reprendre le championnat durant la première semaine de juin", a déclaré le président de la Bundesliga autrichienne, Christian Ebenbauer, lors d'une conférence de presse.

Les clubs de première division reprendront vendredi les entraînements

avec des équipes au complet alors qu'ils s'entraînent depuis mi-avril en effectif réduit. Ces dernières semaines, la Bundesliga autrichienne a eu de nombreux échanges avec le gouvernement pour définir les règles encadrant cette reprise, s'agissant notamment du protocole en cas de contamination d'un joueur, ce dernier sera mis en quarantaine, mais le reste de l'équipe pourra continuer à s'entraîner et à jouer des matches tant qu'elle sera testée régulièrement et limitera ses contacts sociaux hors du terrain. La date précise de la reprise du championnat sera connue dans les jours à venir. La finale de la Coupe d'Autriche, qui opposera le RB Salzburg au club

de deuxième division de l'Austria Lustenau, devrait quant à elle être jouée dès fin mai.

Dix journées restent à jouer pour départager le LASK, leader avec trois points d'avance, et son premier poursuivant, le RB Salzburg, tenant du titre depuis six ans. Le pays comptait mardi 15.877 cas d'infection officiellement enregistrés au coronavirus pour 8,8 millions d'habitants et 623 décès. La Bundesliga allemande sera le premier championnat européen à reprendre samedi prochain. En Hongrie, la reprise est fixée au 23 mai, alors que dans plusieurs autres pays, dont le Portugal, ce sera au début juin.

DANEMARK Le Championnat danois de football reprendra le 28 mai

La Danish Superliga, le Championnat danois de première division, va reprendre le 28 mai, après un arrêt de plus de deux mois en raison de la nouvelle pandémie de coronavirus, a annoncé lundi

la Ligue de football professionnelle.

Lundi, le Danemark a entamé sa deuxième phase de déconfinement après un verrouillage de deux mois, permettant aux meilleures

équipes de football de reprendre leur entraînement.

La Danish League Association a déclaré que la saison reprendrait sans supporters dans les stades et qu'elle s'attendait à ce que la saison se

termine le 29 juillet avec les matches qualificatifs pour les Coupes d'Europe. Ailleurs en Europe, certaines ligues devraient également reprendre, la Bundesliga allemande devant débiter le 16 mai.

ITALIE/FOOT Le gouvernement fait un pas prudent vers la reprise des entraînements collectifs

Le gouvernement italien a fait lundi un pas prudent vers la reprise des entraînements collectifs par les clubs de football, envisagée à partir du 18 mai sous réserve d'ajustements du protocole médical.

"L'avis demandé par le gouvernement sur le protocole soumis par la FIGC (fédération italienne de football) a été présenté aujourd'hui par le Comité technique scientifique (CTS) et il confirme la ligne de prudence suivie jusqu'ici par les ministères concernés", écrit dans un communiqué commun le ministre ita-

lien de la Santé Roberto Speranza et celui des Sports Vincenzo Spadafora.

"Les indications du comité, qui doivent être considérées comme strictes et contraignantes, seront transmises à la fédération pour des ajustements nécessaires du protocole afin de permettre la reprise en sécurité des entraînements collectifs à partir du 18 mai", ajoutent les deux ministres.

Les clubs de Serie A, à l'arrêt depuis le 9 mars du fait de la pandémie de coronavirus, ont été autorisés à orga-

niser depuis le lundi 4 mai des séances individuelles d'entraînement pour leurs joueurs.

L'avis du CTS, qui conseille le gouvernement italien sur le redémarrage progressif du pays, entièrement confiné entre le 9 mars et le 4 mai, était une étape importante pour une éventuelle reprise du championnat d'Italie. Le protocole médical présenté par la FIGC avait été initialement jugé "insuffisant" par le ministre Spadafora.

Parmi les points qui faisaient difficulté, les médias italiens évoquaient le nombre

de tests nécessaires et la conduite à tenir en cas de nouveaux cas positifs.

Depuis la reprise des entraînements individuels, huit joueurs ont été testés positifs au Covid-19, quatre à la Sampdoria Gênes, trois à la Fiorentina et un au Torino.

La fédération italienne et la Ligue espèrent pouvoir reprendre le championnat autour du 14 juin.

Pour la première fois depuis le 10 mars, il y avait lundi moins de 1.000 malades en soins intensifs en Italie, 999 exactement.

Malignan pour concurrencer Lloris ?

Blessures à répétition, performances moins abouties... Les derniers mois d'Hugo Lloris (33 ans, 18 matchs toutes compétitions cette saison) à Tottenham ont été particulièrement compliqués. D'après La Voix du Nord, le club anglais souhaite mettre le gardien français en concurrence avec un de ses compatriotes, à savoir Mike Maignan (24 ans, 37 matchs toutes compétitions cette saison). Régulier depuis trois saisons, le portier de Lille, estimé à près de 20 millions d'euros, pourrait faire l'objet d'une offre lors du prochain mercato. Reste à savoir si le Dogue est partant pour aller chiper la place au capitaine des Bleus où s'il préfère poursuivre sa progression au LOSC, où il reste sous contrat jusqu'en juin 2022.



L'HOMMAGE DE CONTE POUR KANTÉ

Licencié en 2018, Antonio Conte ne garde probablement pas un bon souvenir de son départ de Chelsea, mais celui qui entraîne aujourd'hui l'Inter Milan ne regrette clairement pas d'avoir croisé la route de N'Golo Kanté (29 ans, 18 matchs et 3 buts en Premier League cette saison), comme il l'a confié à Sky Sports. "Quand vous avez N'Golo dans votre équipe, vous avez l'impression de jouer avec un joueur de plus. Vous pouvez trouver un sourire sur son visage tous les jours. C'est un gars très positif. (...) Honnêtement, c'est l'un des meilleurs joueurs que j'ai eu dans ma carrière d'entraîneur", a confié le technicien italien, qui aurait visiblement bien voulu voir Kanté le suivre à l'Inter un an après son départ de Londres. Malheureusement pour lui, le champion du monde est heureux chez les Blues, où il se trouve sous contrat jusqu'en 2023.

BARÇA, REAL MADRID, MANCHESTER CITY : L'EUROPE S'ARRACHE COMAN !

Kingsley Coman aurait la côte en Europe. Le Français figurerait, en effet, sur les tablettes du Real Madrid, du FC Barcelone et de Manchester City en vue du prochain mercato estival.

Leroy Sané étant de plus en plus proche de rejoindre le Bayern Munich, Kingsley Coman pourrait décider de quitter la Bavière lors de l'été prochain. Néanmoins, le Français disposerait de prestigieux points de chutes possibles s'il décidait réellement de quitter l'Allemagne.

En effet, selon les informations de Sky Sports Germany, trois clubs auraient ciblé Kingsley Coman. Et il s'agirait du FC Barcelone, du Real Madrid et de Manchester City. Le média allemand affirme que les trois clubs seraient intéressés par le profil du Français pour renforcer leurs ailes et l'opération pourrait se finaliser autour de 60 millions d'euros. Pour rappel, Kingsley Coman avait récemment déclaré que Pep Guardiola était son entraîneur préféré, une situation qui pourrait ainsi donner un certain avantage à Manchester City au vue de la bataille qui se prépare pour attirer Kingsley Coman cet été.



MAN CITY : SEMEDO SE RAPPROCHE ?
 Manchester City n'a pas abandonné la piste menant au joueur du FC Barcelone, Nelson Semedo. Les Citizens seraient même les mieux placés actuellement que ses concurrents pour obtenir le transfert du joueur. Selon des informations rapportées par le Manchester Evening News, Manchester City se rapproche d'un transfert de Nelson Semedo. L'idée des Citizens serait de proposer un échange avec un autre joueur portugais de son effectif, Joao Cancelo. Pep Guardiola a apprécié grandement le profil du latéral droit du FC Barcelone et en a fait l'une de ses priorités du mercato estival.

James tout proche de l'Atlético ?

Mis au placard au Real Madrid, où son entraîneur Zinedine Zidane n'a jamais trop compté sur lui, James Rodríguez pourrait rebondir du côté de... l'Atlético ! Selon le journaliste colombien Javier Hernandez Bonnet, cité par le quotidien espagnol AS, le transfert du milieu offensif merengue chez le rival colchonero serait bouclé « à 80% ».

L'ancien Monégasque n'a disputé que 13 matches depuis le début de saison, dont seulement 8 comme titulaire, sa dernière apparition en Liga remontant au 19 octobre. Sous contrat avec la Maison Blanche jusqu'en 2021, le joueur de 28 ans sera libre de négocier avec le club de son choix en janvier prochain s'il n'est pas vendu cet été.



Douglas Costa vers la Ligue 1 ?

Douglas Costa pourrait la saison prochaine signer au Paris Saint Germain. Actuellement prêté par l'Inter Milan au Paris Saint Germain, Mauro Icardi ne sait pas encore de quoi son avenir est fait, mais la Juventus Turin l'apprécie toujours autant.

D'ailleurs, la Vieille Dame n'attendrait qu'une chose pour démarrer les négociations : les négociations avec le champion de France 2020 lève l'option d'achat de l'international argentin.

Leonardo pourrait accepter un échange avec la Juventus Turin, mais encore faut-il que les Bianconeri acceptent de se séparer d'un élément qui plait au dirigeant Brésilien.

Si l'on en croit Calciomercato, Leonardo a notamment ciblé l'ailier Turinois, Douglas Costa.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

MERIEM MERAD À L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'AMÉRIQUE Le Président Tebboune lui adresse ses félicitations

Le Président de la République Abdelmadjid Tebboune a félicité lundi soir le professeur Meriem Merad après avoir été élu membre de l'académie des sciences d'Amérique.

Dans un tweet sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, le Président a écrit " toutes mes félicitations, professeur Meriem Merad pour ton élection à la prestigieuse académie américaine

des sciences en reconnaissance à tes contributions dans la recherche médicale, biologique et d'immunologie". Le Président Tebboune a ajouté " nous sommes fiers de toi et de tout Algé-

rien innovateur où qu'il soit. Ce couronnement honore la femme algérienne persévérante et rehausse la présence de l'Algérie au sein des instances scientifiques internationales".

GOVERNEMENT

Le Premier ministre en visite de travail à Oran

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, a entamé mardi, une visite de travail dans la wilaya d'Oran, accompagné d'un nombre de ministres.

Au cours de sa visite à l'Etablissement Hospitalo-universitaire (EHU) « 1^{er} novembre 1954 » d'Oran, M. Djerrad a suivi un exposé sur la situation épidémique du Covid-19 à Oran ainsi les mesures préventives prises contre sa propagation et les conditions de la prise en charge des cas confirmés.

Le Premier ministre devrait visiter quelques services de cet hôpital et rencontrer à l'occasion quelques personnels médicaux. Désigné comme centre de la prise en charge des cas de Covid-19, l'EHU "1^{er} novembre" d'Oran a consacré plus de 300 lits pour l'hospitalisation des personnes testées positives.

Le service de réanimation dispose actuellement de 14 lits, un chiffre extensible, pouvant atteindre jusqu'à 70 lits, selon les responsables de l'établissement.

Aussi, l'établissement mis en place un circuit isolant pour les cas de coronavirus, de l'accueil jusqu'au confinement, de manière à éviter tout contact direct ou indirect avec les malades d'autres pathologies".

La crèche de l'établissement, si tuée à une certaine distance du reste des bâtiments de l'hôpital, a été transformée en espace de confinement pour accueillir les cas suspectés de porter le virus.

L'EHU a, également, mis en place un dispositif pour la prise en charge des femmes enceintes atteintes du Covid-19, une aile leur



a été réservée composée de 5 chambres d'hospitalisation, une salle opératoire, une salle d'accouchement, ainsi qu'une unité de consultation spéciale du covid19. Outre ces dispositifs, un laboratoire de Diagnostic Covid 19 a été ouvert au sein de l'établissement, cette structure pouvant effectuer deux tests en une heure.

A noter que l'établissement

hospitalo-universitaire "1^{er} novembre 1954" d'Oran a enregistré, depuis le début de la pandémie, la sortie de 74 patients, atteints de Covid 19, après confirmation de leur rétablissement total suite à leur traitement par le protocole "d'hydroxychloroquine", validé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

COVID-19

Le confinement prolongé de 15 jours supplémentaires

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad a annoncé, mardi à Oran, la prolongation du confinement sanitaire de 15 jours supplémentaires, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19.

M. Djerrad a indiqué, lors de son intervention sur les ondes de Radio Oran régionale, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, qu'après consultation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Gouvernement a décidé de prolonger le confinement sanitaire pour une durée supplémentaire de 15 jours à compter du 15 mai en cours.

DÉCÈS DU MOUDJAHID OMAR BOUDAUD Le Premier ministre salue les qualités du défunt Moudjahid Omar Boudaoud

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad a adressé à la famille du défunt Moudjahid Omar Boudaoud, un message de condoléances dans lequel il a affirmé que l'Algérie avait perdu "un homme de la première heure qui a inscrit son nom d'abord dans le combat au sein du mouvement national, puis comme Moudjahid lors de la Glorieuse guerre de li-

bération". "J'ai appris avec une profonde affliction la nouvelle de la disparition du Moudjahid et ancien combattant Omar Boudaoud, après un long parcours riche de combat et de sacrifices en faveur de la cause nationale, Puisse Dieu accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis en ce mois sacré de Ramadhan", lit-on dans

le message du Premier ministre. Avec la disparition de ce Moudjahid dont le nom est assimilé à la Fédération de France du FLN, a-t-il écrit, "l'Algérie a perdu un homme de la première heure qui a inscrit son nom en tant que militant d'abord dans le mouvement national, puis comme Moudjahid lors de la Révolution du 1^{er} novembre 1954".

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2019/2020 "Elle continue sous format numérique"

L'année universitaire 2019/2020 continue sous format numérique via les plates formes pédagogiques, a affirmé lundi un responsable au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

"Pour nous, l'année universitaire continue sous format numérique via les plates formes pédagogiques jusqu'à fin août ou début septembre, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire" liée à la pandémie du Coronavirus, a déclaré à l'APS M. Boualem Saidani, directeur général de l'Enseignement et de la Formation supérieurs au ministère. Le Conseil des ministres a décidé dimanche, lors d'une réunion par visioconférence, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de reporter la rentrée universitaire à la mi-novembre 2020 et de programmer les soutenances des mémoires et thèses de fin d'études durant les mois de juin et septembre 2020.

Selon ce responsable, le report de la rentrée universitaire à la mi-novembre 2020 "ne signifie nullement que l'actuelle année universitaire 2019/2020 est reportée à une date ultérieure. Bien au contraire, au niveau du secteur de l'Enseignement supérieur, le ministre l'a clairement précisé, à savoir que l'année universitaire 2019/2020 continue sous une forme particulière, c'est à dire pas en présentiel, mais en faisant appel à la formule de cours en ligne". Il a, dans ce contexte, indiqué que le ministère a envoyé une note à tous les chefs d'établissements, à travers le territoire national, pour leur demander d'enrichir davantage toutes les plates formes pédagogiques déjà lancées et d'utiliser tous les moyens de communication et d'information disponibles afin d'assurer les enseignements sous forme numérique au bénéfice des étudiants.

"Cette opération de cours en ligne a été lancée depuis un certains temps au niveau de certaines universités, mais à des degrés différents. La note du ministre envoyée aux établissements les exhorte à renforcer davantage cette nouvelle vision de numérisation des cours", a-t-il souligné. M. Saidani a, toutefois, reconnu que si les travaux dirigés "sont déjà assu-

rés en ligne, ce n'est pas toujours le cas pour les travaux pratiques", jugeant "nécessaire" de faire preuve de "plus d'imagination" notamment pour certains créneaux et de trouver des solutions "palliatives" à cette question. Se félicitant de la "forte mobilisation des enseignants" et de l'"adhésion des étudiants" à cette vision, le même responsable a précisé que "80% des cours dispensés au niveau des universités sont disponibles sur ces plates formes pédagogiques."

Il a évoqué, dans ce contexte, la possibilité de "basculer en présentiel" dès la fin du mois d'août ou début septembre, sous réserve de l'amélioration de la situation sanitaire dans le pays. A partir de cette date, il a estimé, que 5 à 6 semaines supplémentaires seront nécessaires pour boucler le 2^e semestre dans la mesure où "tous les établissements de l'Enseignement supérieur ont déjà assuré, en présentiel, 4 à 5 semaines d'études effectives". Le même responsable a précisé, à cet égard, que sur les 5 à 6 semaines en présentiel, "une à deux semaines seront consacrées pour consolider et valider tout ce qui a été fait en virtuel". "On compte boucler le semestre vers fin septembre ou début octobre", a-t-il encore ajouté, soulignant que "par la suite, deux semaines seront nécessaires pour programmer une session normale d'examens, et deux autres semaines pour les rattrapages". Selon M. Saidani, l'année universitaire "sera bouclée vers fin octobre, début novembre" 2020. Il a confirmé, par ailleurs, le maintien, en juin et en septembre, de la programmation initiale des soutenances des projets de fin d'études, assurant que celles-ci se dérouleront "dans le respect des règles de distanciation sociale".

"Nous allons tous faire pour boucler l'année universitaire dans les délais", a-t-il ajouté, soulignant, toutefois, que "s'il y a nécessité de faire un glissement jusqu'au mois d'octobre pour permettre aux étudiants qui ont pris du retard de finaliser leur mémoire, on le fera". "Ce sera des cas particuliers. Nous allons les traiter cas par cas. En tous cas l'université mobilisera tous ses moyens pour permettre aux étudiants de soutenir leur projets de fin d'études dans les délais", a-t-il conclu.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un élément de soutien aux groupes terroristes arrêté à Sétif

Un élément de soutien aux groupes terroristes a été arrêté, dimanche à Sétif, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), tandis qu'une bombe de confection artisanale a été détruite par un autre détachement à Tébessa, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense na-

tionale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a arrêté, le 10 mai 2020 à Sétif/5^eRM, un (01) élément de soutien aux groupes terroristes, tandis qu'un autre détachement a détruit une (01) bombe de confection artisanale à Tébessa", note la même source. En outre et dans le cadre de la

lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont saisi, à Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région Militaire (RM), cinq (5) camions, cinq (5) véhicules tout-terrain, 81800 litres de carburants et 5,75 tonnes de denrées alimentaires". Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie Na-

tionale ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen, Ain Tlemouchent et Relizane/2^eRM, huit (8) narcotrafiquants en leur possession 19,6 kilogrammes de kif traité, tandis que des Garde-frontières ont saisi 6680 comprimés psychotropes à El-Tarf/ 5^eRM, conclut le MDN.